

BIULETYN INFORMACYJNY

La lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière ne peut être menée que par la classe ouvrière elle-même



Szerezeń

Le Frelon

DANS CE NUMÉRO :

Le combat actuel de Solidarnosc
« Notre culture c'est notre âme »

Histoire :

« J'ai été communiste » (2^e partie)

Tribune libre : Maurice Joyeux

URSS, Samizdat : « Que se passe-t-il en Pologne ? »

N° 4-18 - MARS/AVRIL

10F

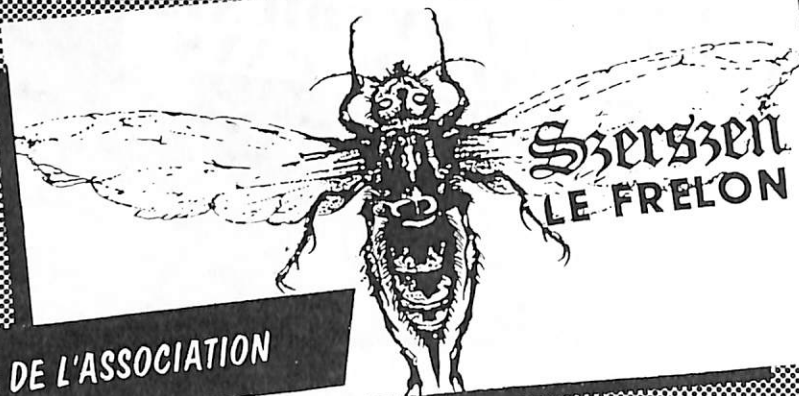
TRICHEUR » titre
l'hebdomadaire de Solidarité.
Les conditions que met la TKK
pour que puissent se dérouler de
véritables élections sont :

- ABOLITION DES LOIS
REPRESSIVES

- LIBERTE DES
PRISONNIERS POLITIQUES

- EXISTENCE
D'ORGANISATIONS
SOCIALES INDEPENDANTES
- ELECTIONS LIBRES

Solidarnosc de Wroclaw déclare :
Nos candidats sont Wladylaw
Frasyniuk, Piotr Bednarz et Josef
Piniór (les dirigeants de
Solidarnosc de cette région,
emprisonnés).



LA VIE DE L'ASSOCIATION

Cette rubrique, nos lecteurs la retrouveront dans chacun des numéros de notre journal. Contrairement aux apparences, c'est l'une des rubriques les plus difficiles à tenir car il s'agit de rendre compte, sans embellir ni minimiser, de la vie de notre Association. Bien souvent, il s'agira de points très prosaïques, très matériels. La vie de tous les jours en quelque sorte qui n'a parfois rien d'exaltant mais qui doit continuer coûte que coûte vers le but que nous nous sommes fixés.

Nous avons donc eu ce que j'appellerai la seconde réunion plénière de l'Association Szerszen.

Et cette fois encore, nous y avons évoqué des problèmes très prosaïques : la nouvelle présentation du journal, le contenu du prochain numéro, la manière de développer les abonnements...

Et je pense que cette réunion nous a permis, mieux que la première, de définir ce que nous pouvons faire ensemble et plus encore de passer au

CONTINUONS A
OEUVRER POUR
LEUR
LIBERATION

ET
LE STATUT DE
PRISONNIER
POLITIQUE.

stade de la concrétisation puisqu'un certain nombre de participants s'est joint au comité de rédaction en acceptant de rédiger des articles.

Déjà, pour tout le monde, les choses se décantaient. En effet, lorsque nous avons provoqué la première réunion, nous n'avions qu'une certitude. Notre point commun à tous, c'était la volonté d'apporter aide et soutien au peuple polonais. On me dira que c'est déjà beaucoup. Certes, mais cela n'empêche pas les petites incompréhensions.

Ainsi, on a pu nous reprocher après cette première réunion de « ne pas avoir impulsé un débat ». Je crois que les choses doivent être claires. L'Association Szerszen n'a ni la prétention ni la volonté de résoudre les problèmes qui se posent aux travailleurs polonais. Elle n'a donc pas l'intention de créer un petit cénacle où les participants discuteraient à perte de vue de la façon de résoudre ces problèmes à leur place.

Combien de débats, de conférences, de discussions, de cours magistraux sur la Pologne a-t-on vu et entendu ?

La devise de notre association pourrait être « libre discussion » et d'ailleurs ne l'a-t-elle pas prouvé en organisant en octobre 1983 deux journées de discussion sur la situation en Pologne ? Mais l'Association Szerszen a ceci de particulier qu'elle souhaite aussi et surtout être une association qui AGIT POUR LA POLOGNE.

Ses réunions sont donc, avant tout, des réunions de travail. Sa priorité, faire connaître le plus largement possible la situation en Pologne, et pour cela, notre outil, c'est le journal dont nous essayons justement de faire un lieu de discussion et de débat entre tous ceux qui souhaitent apporter leur soutien à la société polonaise.

Les participants à cette seconde réunion l'ont bien compris. C'est en s'intégrant à un travail d'équipe que chacun pourra trouver sa place au sein de l'association. L'une des manières de s'y intégrer consisterait à nous faire part de vos suggestions, impressions et critiques sous forme de lettres de lecteurs qui seraient publiées dans le journal. C'est en apportant sa contribution, si modeste soit-elle à un-travail collectif que chacun enrichira le contenu du journal et en fera réellement ce que nous souhaitons qu'il soit : un lieu de libre discussion.

Les 13 points de la plateforme de Szerszen

adoptés par le PSPP:

LA DISCUSSION SE POURSUIT

Depuis leur formulation même, les « 13 points » constituant la plateforme du bulletin Szerszen (Le Frelon) — y compris après leur adoption par le Parti Socialiste Polonais du Travail — sont toujours restés « provisoires ». **PROVISOIRES ?** nous dira-t-on, les points « 1 - La liberté du pays » et « 5 - Des syndicats indépendants de l'Etat, du parti et de l'administration » ? Pour ne citer que ceux-là ?? **PROVISOIRES, CERTES NON.** Ces 13 points, pour leurs partisans au moins, expriment les droits imprescriptibles fondamentaux des travailleurs et du peuple polonais.

PROVISOIRES POURTANT :

Car ils ne prétendent pas à eux seuls résumer et circonscrire tous les besoins impérieux de réformes en Pologne. Par exemple, ils restent muets sur la question paysanne et l'agriculture, dont la place n'est pas à expliciter en Pologne. Ainsi restent-ils trop vagues, et trop généraux sur bien des aspects, comme par exemple les méthodes et moyens pour résorber la crise économique qui secoue le pays.

PROVISOIRES ENFIN :

Car leur réalisation ne peut passer que par bien des stades intermédiaires et progressifs. Il ne s'agit donc nullement d'exiger dans les colonnes de Szerszen de façon incantatoire leur application. Bien au contraire, il s'agit de susciter, entre autres à partir de ces treize points, un véritable échange d'opinions. C'est en effet, du moins le pensons-nous à Szerszen, la seule façon de faire surgir les conceptions qui, lorsque le peuple polonais s'en saisira, lui permettront, lui-même et lui seul, de prendre en mains son sort et son devenir.

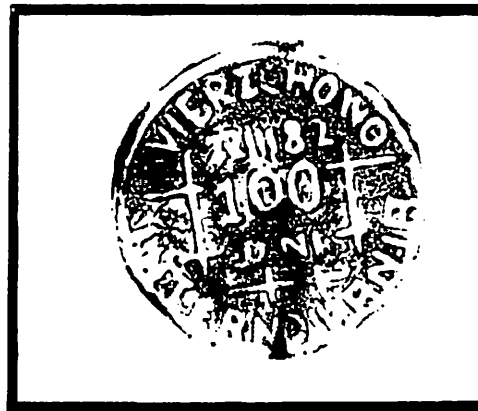
Ainsi nous allons au fil des numéros publier les différents développements et compléments apportés à ces 13 points au sein même du Parti Socialiste Polonais du Travail. D'abord en reprenant point par point le « projet de thèses programmatiques » adopté par la conférence de fondation du Parti Socialiste Polonais du Travail en septembre 81, en Pologne. Ensuite nous reprendrons certaines contributions et textes parus depuis l'état de guerre dans les différents bulletins du P.S.P.P., nous reprendrons les déclarations d'Edmund Baluka, fondateur du P.S.P.P., à son procès.

Ces problèmes sont essentiels. Il ne faut donc pas s'étonner si les moyens et actions à mettre en œuvre pour les résoudre font l'objet des plus vives controverses. Nous tenterons d'en rendre compte le plus fidèlement et le plus clairement possible à nos lecteurs.

Pour cela, une seule solution, livrer à nos lecteurs le matériau brut : les textes qui circulent dans l'émigration et en Pologne. Même si parfois, cela

peut se traduire par quelques longueurs qui peuvent rendre la lecture difficile. C'est en quelque sorte le prix de la vérité. Et nous ne sommes pas prêts à y renoncer. Nous appelons nos lecteurs à nous faire parvenir réflexions, remarques et contributions.

Dans ce numéro, le point Un : La liberté du pays



Document n° 1

Commémoration du 11 novembre

Il y a 65 ans, le 11 novembre 1918, l'Etat polonais accédait à l'indépendance. Il accédait à l'indépendance après plus d'un siècle d'asservissement, plusieurs tentatives avortées pour retrouver son indépendance, payées par des centaines de milliers de morts, de blessés, d'emprisonnés et de déportés. Il naissait contre la volonté des Etats partageants. Il naissait car, en dehors d'une situation internationale favorable, il y avait à l'intérieur du pays des gens refusant l'asservissement, ayant le courage de formuler clairement leurs buts, et prêts à payer le prix pour y parvenir.

Pendant les 20 années de l'entre-deux-guerres, le 11 novembre était une fête nationale. Aujourd'hui, c'est pour nous un jour d'espoir. Il nous rappelle en effet que l'effort solidaire de la société prête à payer le prix pour parvenir à la réalisation de ses buts, doit tôt ou tard amener la victoire

Le 1^{er} novembre 1983

Commission provisoire de coordination
de NSZZ Solidarność

Extrait du bulletin d'information de la
coordination Solidarność à l'étranger

Voilà le problème tel qu'il est développé dans le « Projet de thèses programmatiques du Parti Socialiste Polonais du Travail »

Document n° 2

Premier point : La liberté du pays.

En guise de préambule, il faut tout de même signaler que l'expression de « liberté » — qu'elle s'applique à une nation ou à un individu — est absolument indiscutable et qu'il n'existe aucun argument qui puisse remettre en cause ce droit fondamental de l'humanité.

Le problème qui se pose en fait, c'est qu'au cours de discussions, les opinions qu'expriment diverses personnes s'intéressant à la politique lorsqu'il s'agit de qualifier le statut de notre Etat, posent en fait la question de savoir si la Pologne est en fait un pays libre ?

Par exemple, on revient souvent sur le contenu exact d'expressions comme « souveraineté », « nation libre », « indépendance », « autodétermination ». On discute également beaucoup de la question de savoir si la Pologne est sous l'occupation ou la domination soviétique ? Et si, par exemple, l'absence de souveraineté et d'autodétermination, n'est pas une « nouvelle » forme d'occupation, derrière le paravent de la République Populaire de Pologne — Etat libre — se cache en fait l'oppression politique et l'exploitation économique ?

Laisant pour l'instant le problème ouvert à la discussion, nous considérons pour notre part que la Pologne n'est pas une nation souveraine, et donc que notre peuple et notre pays ne jouissent pas de leur liberté et ne peuvent librement décider de leur sort.

L'histoire des trente-sept années qui se sont écoulées depuis la fin de la II^e Guerre mondiale a montré que la lutte pour l'émancipation nationale avait été réprimée dans le

sang dans les premières années de l'après-guerre, et que même si les mouvements de protestation qui ont suivi en 1956-1968 ou lors du fameux décembre 1970 étaient avant tout directement dirigés contre les équipes au pouvoir et le POUP, il s'en dégageait aussi des mots d'ordre dirigés contre l'URSS et plus concrètement contre l'appareil du PCUS au Kremlin.

Août 1980 a été le couronnement de la totalité de ce combat, bien qu'il ne faille avoir aucune illusion qu'il pourrait être l'accord final avant d'atteindre complètement la liberté nationale et sociale.

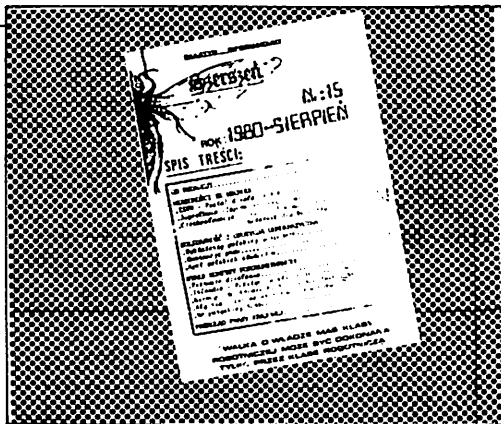
Aujourd'hui, plus que jamais, dans cette crise politique et économique totale, nous pouvons comprendre combien étaient justes les mots d'ordre de la jeunesse et des étudiants polonais en mars 1968 qui disaient « qu'il n'y aurait pas de pain tant qu'il n'y aurait pas de liberté ».

Aujourd'hui, chaque jour qui passe depuis août dernier montre de plus en plus clairement l'absence de souveraineté de notre pays à l'égard de l'URSS.

A chaque fois qu'un mouvement de protestation collectif de notre peuple venait rappeler quels étaient ses droits légitimes, les représentants du pouvoir lui faisaient savoir que la *raison d'Etat* ne lui laissait pas le droit de décider de son propre sort. Cette expression politique de « *raison d'Etat* », ce n'est évidemment rien d'autre que les canons des tanks et les pointes des baïonnettes de l'armée d'URSS. L'exemple de Budapest et de Prague est là pour freiner notre aspiration à la liberté et à l'indépendance politique, économique et nationale. Le Parti socialiste polonais du travail a pour position que le peuple polonais a le droit de construire un système social qui corresponde à ses intérêts vitaux. Nous sommes profondément convaincus que la société polonaise n'a absolument aucune intention de revenir au capitalisme.

Le pouvoir, qui martelle sans cesse le peuple avec tout un ramassis d'absurdités sur les prétendues forces antisocialistes, s'en sert en fait comme un épouvantail politique qui ne vise qu'à lui assurer les privilèges illimités qu'il tire du monopole de son pouvoir sur le peuple.

Nous pensons que l'étatisation des moyens de production dont les différentes équipes de l'oligarchie du POUP ont pris le contrôle, ce n'est pas le socialisme. On peut actuellement définir ce système comme un capitalisme d'Etat où un groupe privilégié de « managers » et de « décideurs » du parti, comme on les appelle aujourd'hui populai-



rement, amasse d'énormes profits, et dont l'incompétence à organiser l'économie et les erreurs a conduit notre pays à la faillite complète et à la famine.

Nous sommes pleinement convaincus que la discussion entre les membres du PSPP et toutes les larges couches de notre société qui s'intéressent à ce problème, confirmera la thèse de notre programme selon laquelle seul un peuple libre est capable de mener à bien les audacieuses réformes économiques et politiques indispensables dans la période si difficile où se trouve notre peuple. Aucun accord ou convention internationale contraire aux intérêts du peuple polonais ne peut priver les Polonais du droit à l'auto-détermination et à la souveraineté de la nation polonaise.

Document n° 3

Aujourd'hui des voix se font entendre à l'extérieur internationalement à l'Ouest pour dire que la « stabilisation » est nécessaire en Pologne, que les Polonais doivent apprendre que les forces intérieures ne suffisent pas à changer un système quel qu'il soit et qu'il faut surtout éviter la guerre.

Nous, Polonais, ne voulons pas la guerre et regardons les événements mondiaux avec réalisme. Mais nous ne comprenons pas pourquoi la défense de nos valeurs nationales et de ce qui nous paraît avoir socialement de la valeur, est une menace pour la paix.

Bien au contraire, elle est beaucoup plus menacée par la passivité et la résignation qui encouragent les ennemis de la liberté à agir.

Solidarność Szczecin - Obraz
n° 6/83

Document n° 4

Et maintenant quoi? méditations après six mois de séjour en Grande-Bretagne, en France et aux Etats-Unis.

Le texte que nous publions nous apparaît apporter un point de vue controversé et original sur la question. Nous soulignons qu'il a été écrit par Wojciech Ziembinski, co-fondateur du KOR, puis du R.OPCiO (Comité de Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen). En 1979, fondateur d'un « Comité d'Entente pour l'Autodétermination des Peuples ». Ayant séjourné à l'Ouest pour se faire soigner, il y a élaboré ces « Méditations ». Il a rendu public et distribué ce texte aux journalistes lors d'une conférence de presse le 7 mars, convoquée par le « Comité d'Information et d'Action pour la Pologne », avant de repartir pour la Pologne.

Le peuple polonais, obstiné et indocile, parce qu'il reste fidèle à son drapeau, a refusé de se rendre. La lutte pour l'indépendance et pour l'âme de la nation, commencée le 1^{er} et le 17 septembre 1939, continue et entre maintenant dans sa quarante-cinquième année. Nous menons ce combat sur le plan moral et spirituel et comptons uniquement sur nous même.

C'est l'Eglise qui depuis un millénaire reste un roc d'appui intangible pour le peuple polonais. Il y a une entente profonde, une symbiose naturelle entre l'Eglise et les Polonais. Cette coopération exerce une influence essentielle sur notre identité nationale. Elle approfondit et défend notre culture, nos traditions, notre dignité.

Et c'est la *solidarité nationale*, « *Solidarność* », qui nous sert de bouclier éprouvé contre les emprises étrangères, contre la brutalité et la bestialité des janissaires qui abusent de notre langue maternelle. *Solidarność* se réalise comme une forme de vie quotidienne entre les Polonais avides d'indépendance.

Jean-Paul II a affirmé récemment que : « *Tout ce qui est attaché au nom glorieux de*

« *Solidarność* » est entré dans l'histoire des hauts faits du peuple polonais ».

Dans le monde auquel nous sommes assignés, règne l'hypocrisie, le mensonge, la goujaterie, la contrainte, la peur, l'égoïsme et le matérialisme. L'avidité d'un pouvoir totalitaire fit signer aux participants des conférences de Téhéran et de Yalta un partage du monde en sphères d'influences, condamnant ainsi des millions de gens à un malheur et un abaissement sans mesure.

Il est de notre devoir commun, et en particulier, du devoir de ceux qui habitent dans les pays signataires des accords de Yalta, d'entreprendre et de persévérer dans les démarches, ayant pour but de remplacer le statut immoral de Yalta par des accords internationaux justes et équitables qui rendront aux peuples leurs droits à l'indépendance, à la liberté, à la vie dans la vérité.

Notre but principal est l'indépendance de la Pologne, et aussi celle des peuples voisins. Ceci pourrait être rapproché par l'établissement d'une troisième force, située entre l'Allemagne et la Russie. Une coopération consciente entre les Polonais, les Ukrainiens et autres pays de l'Europe Centrale pourrait donner une garantie suffisante de notre commune indépendance.

Cette solution — d'une troisième force — exige une réconciliation préalable des peuples qui formaient l'ancienne Pologne, ainsi qu'une entente de leurs chefs véritables, sur la base d'une reconnaissance mutuelle de leurs droits à l'autodétermination.

Il est évident qu'une raison d'Etat mutuelle exige de mettre fin aux conflits et aux rancunes du passé. Ce serait un devoir impératif de tous les émigrés de jouer ce rôle de conciliateur.

Il ne faudrait pas négliger un chemin intermédiaire vers l'indépendance via l'obtention d'un statut de neutralité. Il existe actuellement un certain nombre de pays reconnus neutres, dont la neutralité ne diminue guère la souveraineté. L'exemple à suivre ne serait nullement la Finlande mais la Suisse.

Par ailleurs, dans nos relations avec l'Allemagne, il faut toujours se rappeler leur tendance de « *Drang nach Osten* » - la

poussée vers l'Est. Le rétablissement de la frontière Oder-Neisse constitue un acte de justice historique et aussi de sécurité pour la Pologne et la Tchécoslovaquie. Cette frontière doit rester intouchable, inviolable, car elle représente un élément essentiel de la coexistence pacifique des peuples d'Europe et ne peut être liée avec aucun autre éventuel problème de frontières.

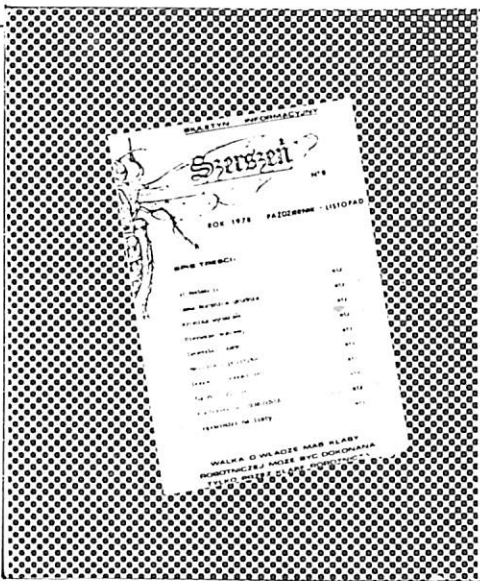
Il faut aussi obtenir pour notre pays la restitution du reste de la Prusse Orientale, en créant une frontière polono-lithuanienne au nord de Krolewiec, nommé actuellement Kaliningrad, une enclave néo-coloniale de l'URSS. En réclamant ce territoire, Staline avança un seul argument : il voulait avoir un port baltique qui ne gèle pas — évidemment, une base maritime supplémentaire. Toute la Prusse orientale appartenait jadis à la Pologne ; l'URSS n'avait aucun droit historique ni ethnique à la région de Krolewiec. D'ailleurs, dans les « Accords sur les frontières » du 16 août 1945, le gouvernement soviétique stipulait clairement le caractère provisoire de cette frontière — dessinée à l'"africaine" — en grande partie par une ligne droite.

Dès la fin des opérations de la Deuxième Guerre, nous voyons d'un côté les efforts des commissions de désarmement, et de l'autre, la course aux armements. Nous ne pouvons pas exclure la possibilité de la troisième guerre mondiale, bien que nous ne la désirions pas.

Il y a quarante ans, Varsovie tomba en ruine. Les bassins miniers et les centres industriels polonais sont situés à proximité des sanctuaires nationaux de Czeszochowa et de Wawel, donc stratégiquement les plus exposés. Dans le cas d'un conflit il faudrait immédiatement déclarer « villes ouvertes » Czeszochowa et Cracovie, et la Pologne entière, en dehors de la zone nucléaire. Il faudrait demander aussi la protection d'autres sanctuaires, situés au-delà des frontières de la R.P.P.

D'autre part, dans nos relations étrangères, il faut toujours se souvenir de l'alliance sino-japonaise, dite « L'Alliance du XXI^e siècle ». Il est important pour notre cause d'avoir la sympathie de ces peuples qui représentent un quart de la population du globe.

Nous approchons du quarante cinquième anniversaire du début de la Seconde Guerre mondiale. Nous devons faire les démarches pour situer sur le plan international le problème du retour en Pologne des centaines de milliers de Polonais déportés en URSS



après le 17 septembre 1939, et réclamer des droits culturels, pour ceux de nos compatriotes qui seront obligés de rester en URSS.

Je suis aussi d'avis qu'il faut encore une fois demander à l'ONU de créer une commission d'enquête sur l'assassinat de 15 000 officiers polonais prisonniers dans trois camps soviétiques, au printemps 1940. Le 27 avril 1980, une délégation des anciens combattants polonais demanda à M. Kurt Waldheim d'investiguer sur ce qu'on nomme généralement « le crime de Katyn ».

Je m'adresse aussi aux historiens, aux témoins des événements, aux anciens prisonniers politiques et aux anciens internés pour qu'ils créent ensemble un organisme officiel, une commission chargée d'enquêter sur les crimes commis par les communistes contre le peuple polonais. Il faut crier, sonner le tocsin. Autrement, ce fleuve de larmes et de sang se perdra dans l'oubli et l'insouciance des peuples heureux. Il ne faut pas que les bourreaux se sentent impunis, cela les rendra encore plus déments.

Réclamons sans relâche la libération des condamnés pour les délits d'opinion ; ils sont actuellement considérés comme des criminels de droit commun : insistons pour qu'on leur reconnaisse le statut de prisonniers politiques. Exigeons que tous les leaders de KPN, de KSS « KOR », de NSZZ « Solidarnosc » soient libérés des prisons de la RPP.

Le combat essentiel pour l'âme du peuple polonais se joue avant tout à l'inté-

rieur du pays. Là sont nos tranchées.

Les événements des années 1976-1981 ont démontré indubitablement l'échec des tentatives, tant de gauche que de droite, des tentatives pour réformer un système qui n'est pas réformable, par sa nature même.

Ces groupements divers paraient naïvement — et peut-être certains le font encore — sur un compromis avec l'URSS, laissant aux Russes le soin de définir la limite de tolérance dans le domaine des réformes structurelles et économiques nécessaires en RPP. Ces avancées ont été rejetées, et leur réponse fut l'état de guerre. Or, cette situation clarifia les choses, en entraînant logiquement toutes les forces démocratiques du pays vers le mouvement indépendantiste, se concentrant autour de la cause de la liberté et de l'indépendance qui devint l'impératif du moment et tout simplement, une question de bons sens.

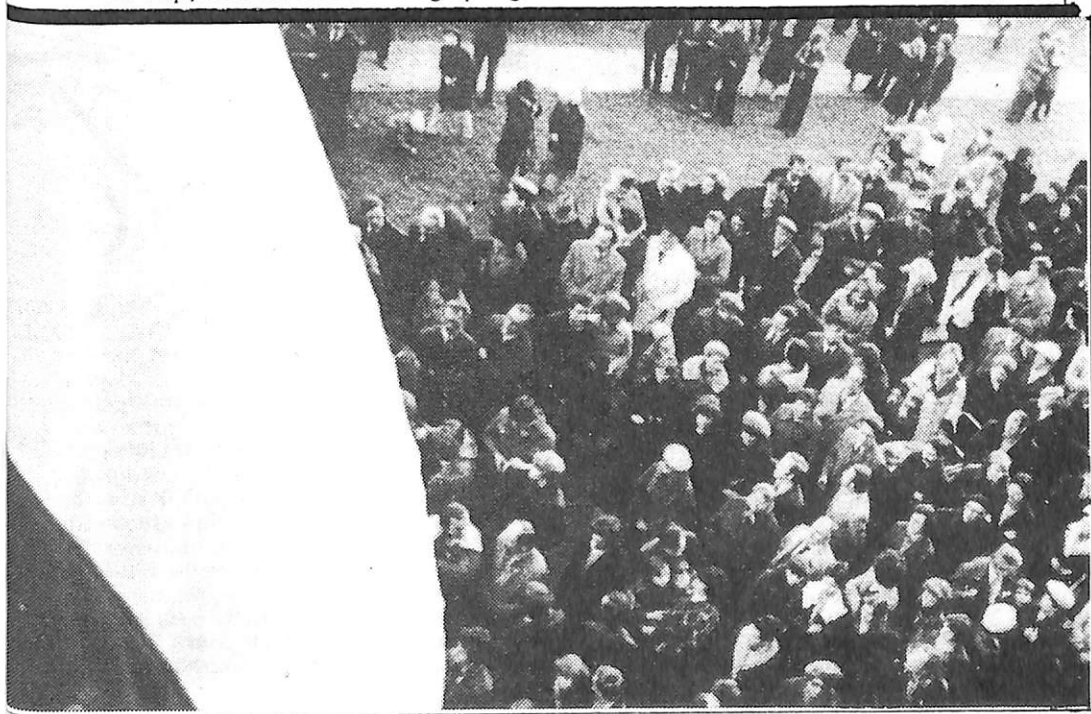
Après le 13 décembre 1981, l'opinion générale en Pologne a acquis la ferme conviction de la provenance illégitime du pouvoir communiste polonais. Par là-même, s'affermi à nouveau dans la pensée polonaise l'idée de la légitimité des institutions polonaises libres à l'étranger, du Président légitime de la République personnifiant d'une façon symbolique la majesté de la Pologne souveraine.

La dispersion des forces est un gaspillage

inadmissible. Il faut absolument créer des centres dynamiques de Polonais qui n'abandonnent pas la cause de l'indépendance mais il faut aussi nouer des liens plus intimes avec d'autres peuples d'Europe Centrale. Travaillons ensemble. Si nous n'arrivons pas à fonder un centre d'information moderne ; si par exemple cette Amérique Polonaise, pourtant bien aisée, n'est pas capable d'avoir une université polonaise, un trust de cerveaux qui formerait des cadres futurs pour notre patrie libre, alors joignons-nous aux peuples amis et bâtissons ensemble ces institutions.

Le problème de la solidarité internationale des peuples privés de leur identité éveille actuellement un intérêt général, mais il faut que cette solidarité se concrétise dans la vie courante. Par exemple, ne serait-il pas indiqué que les représentants de ces peuples soient admis au Parlement Européen à Strasbourg, comme députés des pays qui les ont accueillis.

On ressent, sur deux rives de l'Atlantique, qu'il subsiste encore un certain flou quant à la concrétisation de l'esprit de solidarité dans le travail commun. Pourtant, la théorie sociale de la « coopération solidaire » est déjà si bien tracée dans l'enseignement de Jean-Paul II. Mais elle doit être approfondie dans ses implications sociales et dans le vécu d'Évangile des chrétiens d'ici.



Pour qu'un être humain se sente véritablement tel, il doit être libre. Il doit avoir le droit de prendre des décisions, de penser en toute liberté et sans restriction, d'exprimer ces pensées par oral ou par écrit, sans l'ingérence de la censure, sans que le sens de ce qu'il exprime soit dévoyé. En un mot, il doit avoir le droit à la vérité.

Ces droits, nous Polonais en sommes privés depuis près de 40 ans. Mais malgré toute la propagande d'une idéologie qui nous est étrangère, malgré le mensonge omniprésent, la société polonaise n'a jamais accepté l'asservissement. Même lorsque cela n'était pas facile, au prix de grands sacrifices et de nombreuses victimes, elle a défendu ses idéaux et ne s'est pas laissée écraser.

Les différentes protestations sociales, qui sont restées gravées dans les mémoires comme l'image de crime commis par les autorités à l'encontre d'innocents, prouvent de façon irréfutable que le peuple polonais n'a pas renié ses aspirations et continuera à lutter pour ses droits imprescriptibles jusqu'à la victoire. L'un des terrains de combat, aussi bien du côté des autorités contestées que de la société consciente de ses buts, est la lutte pour l'assujettissement de la jeune génération.

Abêtir, tromper, assujettir, asservir des millions de jeunes hommes, voilà quel était le programme du régime. Et il faut reconnaître qu'il l'a fait systématiquement, patiemment, très précisément. C'est à de telles tâches que devait servir tout le système de l'enseignement. Cela commençait par l'endoctrinement des cadres enseignants, cela passait par la falsification des programmes d'enseignement, l'adaptation ou la modification des faits historiques, la falsification de notre propre histoire, par la censure, et enfin cela se terminait par la destruction de toute l'autonomie de l'école, par un contrôle central d'en haut.

La société polonaise qui chérit la liberté et la tolérance, ne pouvait accepter un tel système éducatif imposé ainsi. C'est pourquoi tout au long des années passées, existait une sorte de véritable réseau d'information parallèle. D'un côté la science des livres, la science officielle, et de l'autre la science et l'enseignement véritables transmis de génération en génération par les parents, la famille, les amis, et très souvent par ces mêmes enseignants qui, en dehors de l'enceinte de l'école, propageaient le vrai savoir.

Il faut cependant constater que cette double moralité a entraîné bien souvent des dommages irréversibles, et il faudra bien des années de travail pour réparer cette ruine

CULTURE

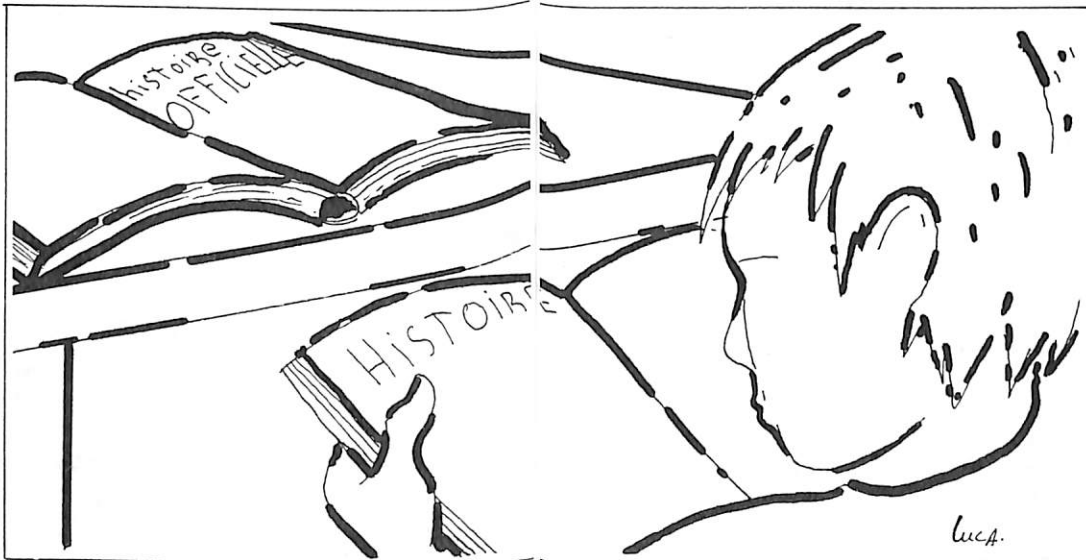
Notre identité nationale, c'est notre âme

morale et la transformer afin que toute la société considère comme des valeurs de premier plan la vérité, la justice, la tolérance, l'honnêteté, le respect de chacun et le travail. C'est aussi pourquoi au moment où s'est créé Solidarité, tous étaient conscients que l'un des problèmes essentiels, serait celui de modifier le système de l'éducation nationale.

Les enseignants, bien souvent avec beaucoup plus de difficultés que les ouvriers des grandes entreprises, se sont engagés dans ce grand courant de renouveau social. D'un côté, ils ont collaboré avec les comités de fondation inter-entreprise NSZZ Solidarność

cette commission de négociation au nom de NSZZ Solidarność, se fondaient spontanément des groupes spécialisés d'enseignants, qui se sont attelés à la préparation de nouveaux programmes, pour différentes matières. Ils élaboraient également des projets de règlements pour les conseils pédagogiques, un statut de l'enseignant, ainsi que le projet d'une future loi sur le système de l'éducation nationale.

L'édition d'un livre scolaire est très longue, quelle que soit la matière, on a donc commencé par publier de petites brochures, « cahiers historiques » et autres, devant aider l'enseignant à acquérir des connaissances



ność qui se créaient spontanément, mettant ainsi au service des ouvriers leurs connaissances et leur expérience, d'un autre côté se fondait une commission qui négociait avec les représentants du ministère de l'Enseignement, les revendications des enseignants concernant avant tout la modification du système d'enseignement, et l'introduction de nouveaux programmes, et de nouveaux manuels surtout en histoire et littérature, la reconnaissance de leur pleine autonomie aux écoles et aux conseils pédagogiques, l'augmentation des fonds pour l'école.

A peu près en même temps que se créait

sur des sujets jusqu'alors inconnus ou falsifiés.

Tout ce travail, tout cet engagement formidable et entier, s'est trouvé interrompu — pour peu de temps à vrai dire — par l'état de guerre. Des dizaines de personnes engagées dans cette cause se sont retrouvées en camp d'internement et en prison. On a détruit nos locaux, nos livres, nos textes. On a détruit toute notre base matérielle.

Mais le premier choc passé, ceux pour qui transmettre le savoir et l'enseignement sont l'engagement de toute leur vie, se sont retrouvés. Et même si on a obligé notre syndi-

cat à passer dans la clandestinité, notre activité, elle, a continué. Les enseignants se rendent compte que leur devoir est de former les réactions, susciter les pensées et construire dans la jeunesse la conviction profonde, que même si extérieurement nous sommes sous l'oppression des autorités du pays et de puissances étrangères, intérieurement nous devons rester libres, fidèles à nos idéaux, actifs et décidés et défendre les droits qui nous sont dûs.

Après le 13 décembre, parmi les nombreuses initiatives et actions clandestines, s'est aussi créé un mouvement social indépendant, dont l'organe de coordination est la R.E.N. — le conseil de l'Education Nationale —. Les membres de la R.E.N. sont en contact étroit avec la T.K.K. — la commission provisoire de coordination de Solidarność. Ce conseil s'est créé en juin 1982 et dirige le mouvement de l'enseignement indépendant qui se développe spontanément dans les milieux de la jeunesse ouvrière, lycéenne, étudiante, mais aussi dans le monde des adultes.

L'activité de la R.E.N. repose sur le travail des EQUIPES POUR LES PROGRAMMES, auxquelles participent des spécialistes de différentes sciences. La tâche la plus importante de ces équipes est de développer le mouvement d'édition, qui sert et aide « l'auto-formation », en effet la jeunesse comme les enseignants ressentent des manques importants, dans certains domaines comme par exemple la littérature, et le besoin d'une information véritable sur la situation actuelle du pays.

A l'initiative de la R.E.N. les spécialistes des groupes pour les programmes élaborent les CAHIERS DE L'EDUCATION NATIONALE qui paraissent sur plusieurs séries : littérature, histoire, sociologie, politique, science de l'économie, de la psychologie, de la philosophie, de la théologie — donc tous les domaines des sciences humaines qui jusqu'à présent étaient systématiquement déformés par les politologues soviétiques. Ont été édités jusqu'à présent une dizaine de séries, parmi lesquelles on trouve des titres comme :

- 1) Propositions de programmes pour les cercles d'autoformation
- 2) La crise économique en Pologne
- 3) Histoire politique de la Pologne 1944-1956
- 4) Réformes économiques dans les pays socialistes
- 5) Dans le domaine de la philosophie : Tolérance et responsabilité, et quelques autres titres sur des problèmes historiques et des

mouvements ouvriers.

De nombreuses autres publications sont prêtes à paraître et seront éditées dans la mesure des possibilités. Outre la préparation des Z.E.N. (Cahiers de l'éducation nationale), le R.E.N. et les équipes de programme s'occupent d'organiser un réseau de diffusion, de prendre des contacts inter-régionaux, d'aider les nombreux cercles et clubs d'auto-formation qui existent dans les milieux des étudiants, des élèves, des enseignants, des ouvriers, des intellectuels et des paysans.

Le mouvement de ces cercles et de ces clubs d'auto-formation repose avant tout sur des liens et des contacts personnels, et ne cesse de se développer malgré tous les dangers de répression par la police. Il prend de l'ampleur, en dépit de l'insuffisance des moyens d'action et des limites qu'imposent les nécessités du travail clandestin. Nombre d'enseignants font preuve d'un véritable héroïsme, en prêtant leurs appartements sur place pour de telles réunions, ou en dissimulant un point de diffusion de la presse indépendante. Malgré les arrestations et les licenciements, on trouve toujours des gens prêts à faciliter à nos jeunes l'accès à la véritable connaissance, à la discussion, au libre échange de opinions.

Un fait peut témoigner de l'importance et du développement de ces clubs et cercles d'autoformation. A Varsovie même, il existe plus de 107 points permanents pour le travail éducatif, et leur nombre à l'échelle du pays dépasse 800.

En plus du R.E.N. — Conseil de l'éducation nationale — il existe aussi un Comité social pour la science, fondé en avril 1983. Il a pour tâche d'appuyer toutes les actions du R.E.N. et de tous les cercles de l'enseignement indépendant. Il a aussi sa propre politique scientifique, la formation d'étudiants, la recherche dans des domaines particulièrement dévoyés ou délaissés par les autorités. Il s'agit essentiellement de l'histoire contemporaine, de politologie, de droit et de sociologie.

L'une des fonctions importantes du Comité social pour les sciences est l'auto-défense du milieu scientifique contre les répressions des autorités. Est ainsi organisée l'aide matérielle aux personnes renvoyées de l'université ou des instituts scientifiques pour raisons politiques. On prévoit la création de différentes formes d'aide et de protection permettant au développement scientifique de continuer.

Les deux comités cités, agissent en étroite

coopération et se complètent l'un l'autre. Les initiatives prévues et les actions déjà entreprises exigent des moyens financiers importants, mais elles sont soutenues par toutes les structures clandestines du syndicat « Solidarność », car nous comprenons le danger immense qui planerait sinon sur notre culture nationale.

La crise économique, dans laquelle se trouve la Pologne est dangereuse et grave. Mais n'importe quelle crise, même la plus dure, peut être surmontée, dans un temps relativement court, lorsqu'on crée les conditions nécessaires à cela.

En revanche les pertes infligées à la culture, les pertes infligées à la formation de la jeune génération, ne peuvent être regagnées qu'au bout d'une dizaine d'années. Voilà pourquoi toute action en défense de la culture, toute action en défense des idées et de la moralité est si importante.

Nous sommes conscients que la lutte que nous menons pour garder notre identité, pour le moral de notre jeunesse, pour nos droits imprescriptibles est difficile, et qu'elle exige des sacrifices. Nous savons que nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, mais nous sommes conscients aussi de la sympathie qu'a notre mouvement dans le monde. Cela nous donne des forces et renforce notre foi en la victoire.

Clio

ECHARDE

S.I.C.

«La situation en Pologne s'est améliorée grâce au dialogue», a déclaré le primat Joseph Glemp, en visite à Posados en Argentine. Humanité, 6 mars 1984.

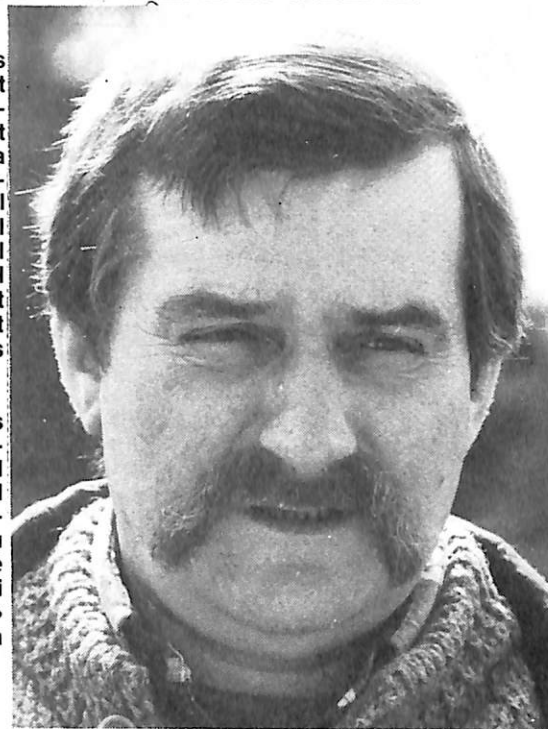
GARDER LA TÊTE FROIDE

«Il existe une chose que les hommes de la propagande ne comprennent pas. Walesa, ce n'est pas un monument, c'est un ouvrier qui parle, et pense comme tout autre ouvrier. Il a ses faiblesses et nous les connaissons. Parfois il claque de la langue, il a la langue bien pendue, parfois il boit un petit coup, il va au troquet, il jure, il aime bien blaguer, etc. Mais il a un talent de politique. Et c'est comme cela que nous l'aimons. Et pas des dogmatiques secs et raides sans personnalité ni vigueur.

(...)

Le Prix Nobel lui confie encore plus l'obligation de continuer. Dans sa situation c'est une tâche difficile (...). Il faut donc souhaiter à Walesa qu'il comprenne et sache qui il doit écouter. Tout en le félicitant du fond du cœur, et lui souhaitant force et santé pour continuer son action, nous lui souhaitons de garder « la tête froide » car sur son chemin il rencontrera plus de difficultés que de joies.»

Extrait du Bulletin de Solidarność-Szczecin
Obraz n° 6-83



« LE CHÊNE ET LE ROSEAU »



En arrêtant ou inculquant des avocats, comme Maître Bednarkiewicz et Maître Siła-Novicki, les autorités espéraient répandre la crainte et dissuader les auxiliaires de la justice d'accomplir leur mandat. Elles n'ont cependant pas eu de succès dans cette entreprise et ce ne sont pas seulement aujourd'hui les avocats, qui depuis des années défendent les droits de l'homme, mais y compris ceux qui ne font pas un secret d'appartenir au POUP, qui se sont engagés dans la défense des avocats victimes de la répression. Devant l'échec cuisant qu'a constitué pour elles le Congrès du conseil supérieur des avocats, les autorités veulent maintenant remettre en cause la loi sur le statut des avocats, votée entre 1980 et 1981. En effet, il y figure explicitement le principe selon lequel le rôle de l'avocat est de défendre les droits de l'homme.

Ainsi, faute de ne pouvoir faire plier les hommes, les autorités en sont réduites à briser les textes. Mais qu'elles se méfient de la fable du « Chêne et du roseau ».

QUE SE PASSE-T-IL

Les événements de Pologne qui se déroulent devant nos yeux — ou plus exactement qui nous sont systématiquement cachés — revêtent la plus grande impor-

tance historique. Les circonstances particulières dans lesquelles se trouve la Pologne ne permettent pas aux Polonais eux-mêmes d'appeler les choses par leur nom. Mais le seul mot qui convienne a déjà été prononcé :

en Pologne a lieu une **révolution**. Je laisse de côté la question de savoir si c'est bien ou mal de faire la révolution. Cette question est aussi dénuée de sens que si quelqu'un se mettait à demander si c'est bien ou mal lors-

qu'il se produit dans la vie un changement profond. Tout dépend de ce qu'est ce changement — le voulons-nous ou non. La psychologie de ceux qui rejettent **toutes** les révolutions est évidente : ce sont des gens qui craignent tout changement sérieux, qui ad-

mettent inconsciemment leur insignifiance face à des changements sérieux. Mais la révolution entre dans la vie sans demander à personne la permission.

Depuis longtemps déjà il n'y a plus eu de révolution véritable.

Les générations élevées dans la sécheresse craignent l'orage rafraîchissant. Les gens ne comprennent pas que tout ce qui est véritablement nouveau l'est par le fait que cela ne ressemble pas à ce qui était auparavant, que

l'histoire ne se répète pas. La révolution polonaise s'est déroulée jusqu'ici pratiquement sans effusion de sang. Il serait naïf de croire qu'il en sera ainsi jusqu'à la fin, jusqu'à l'instauration d'un nouveau mode de vie. Il n'y a

Samizdat

EN POLOGNE ?

pas de répétition dans l'histoire, mais il y a de profondes analogies. La révolution française n'a pas versé de sang à ses débuts, la révolution de février 1917 (en Russie) s'est déroulée pratiquement sans effusion de sang. Malheureusement, les révolutions ont

toujours eu des prolongements sanglants. Il n'est pas du tout obligatoire qu'il en soit ainsi dans l'avenir. Mais dans le cas de la Pologne d'aujourd'hui on ne pourrait garantir que le sang ne coulera pas.

Je me pose dans les notes qui suivent une tâche très limitée : de raconter les événements de Pologne à mes amis. L'information dont je dispose est très incomplète, elle serait insuffisante pour écrire la chronique des événements. Je ne doute pas qu'en ce

moment les Polonais s'en occupent eux-mêmes. Mon but consiste plutôt à interpréter ce qui s'est passé, ne fût-ce que dans les très grandes lignes. C'est un travail pressé, les imprécisions et même les erreurs sont inévitables. Chaque jour apporte de nou-

veaux événements, par conséquent il se passera beaucoup de choses pendant que j'écris. Nous vivons un moment prodigieux de l'histoire. Entendez-vous :

... « A qui est cette voix terrible
Derrière ces murs terrifiants ? »

La muse de l'histoire parle aujourd'hui le polonais. Il dépend de nous de lui apprendre le russe.

Szerszen publie sous le titre que lui a donné son auteur l'introduction à un document Samizdat de 233 pages dactylographiées intitulé « La Révolution polonaise » (1). Ce texte a déjà été publié par la revue « Résistance » à l'Ouest. Cependant, tout le monde comprendra le très vif intérêt que suscite pour notre revue un écrit paru en Union Soviétique concernant les événements de Pologne.

(1) Arkhiv Samizdata (Munich), réf. 4904 du 16 septembre 1983.

« LES MAINS COUPÉES DE LA TAIGA » : ACCABLANT !

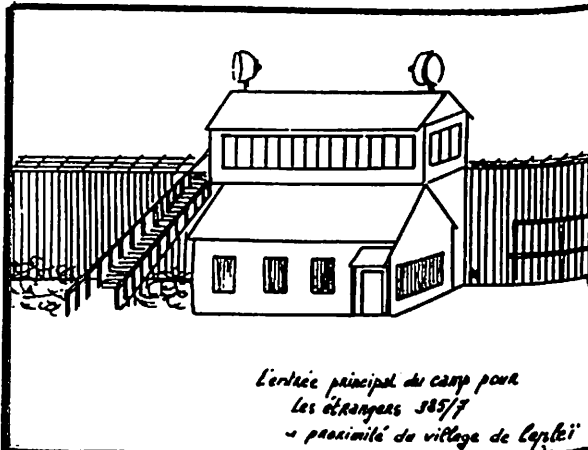
Patrick Meney, correspondant de l'AFP pendant trois ans en URSS vient, en publiant aux Editions de la Table Ronde, « *Les mains coupées de la Taïga* » de rappeler fort opportunément que, depuis le témoignage de Soljénitsyne, le Goulag fonctionne toujours aussi bien.

André Siniavski, dans son introduction à « *Kolyma, récits de la vie des camps* », publié chez Maspero en 1980, rappelait la « légende » du Goulag qui dit que « ...quelque part au fin fond de la taïga, non loin de l'océan, de nombreux détenus, pleins de désespoirs se coupèrent les mains à la hache pour se débarrasser d'un travail inhumain. Puis, ils cachèrent ces mains dans des cargaisons de bois sibérien destinées à l'exportation, espérant que ces pathétiques messages alerteraient l'Occident... »

Les différents témoignages qui ont pu parvenir à l'Ouest indiquent tous que sous le règne d'Andropov et maintenant de Tchernenko, c'est plus de deux millions et demi de citoyens qui sont détenus dans les camps et les prisons de la bureaucratie soviétique. Patrick Meney rappelle fort justement que le Goulag n'a jamais cessé de fonctionner, même au temps du XX^e Congrès au cours duquel Krouchtchev rendit publics les « crimes liés au culte de la personnalité ». Il cite même le témoignage du fils d'un grand artiste lié au régime qui a vu, dernièrement, pendant un voyage en chemin de fer, des dizaines de camps installés sous Staline que l'on remettait en état au plus vite. Il faut dire que la répression n'a pas faibli au cours de ces dernières années, bien au contraire.

Et de fait, on part au Goulag pour rien. Il faut rappeler que dans le code pénal de l'URSS, la notion de sursis n'existe pas. C'est ainsi que, devant la pénurie vous achetez au marché noir, donc « vous vous adonnez à la spéculation », pour vous permettre de vous procurer un peu de parfum, par exemple, vous risquez de tomber dans la spirale sans fin du Goulag. Les petits Français de 1984 sont toujours étonnés en lisant

Les Misérables de Victor Hugo, que Jean Valjean puisse être poursuivi sa vie entière pour le vol d'un quignon de pain. En URSS, les jeunes Soviétiques, s'ils connaissent Victor Hugo trouveraient tout cela très vraisemblable et très actuel.

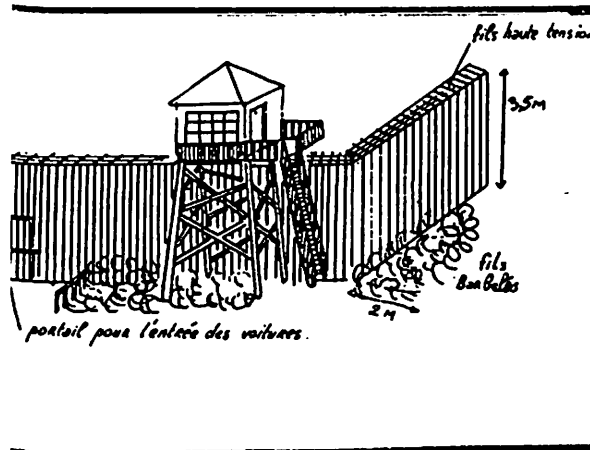


L'entrée principale du camp pour les étrangers 385/7
« proximité du village de Lepel »

Patrick Meney a profité de son séjour à Moscou pour enquêter sur les milliers de Français qui ont été « libérés » des bagnes nazis par l'Armée Rouge et qui ne sont jamais revenus. Sans que le Quai d'Orsay ne démente quoi que ce soit, il indique que ce sont plusieurs milliers de Français qui ont été ainsi à la sortie du stage obligatoire au Goulag, contraints de prendre la nationalité soviétique et maintenus à résidence dans des contrées éloignées des villes. Bien sûr, il ne fallait pas qu'ils puissent témoigner. Il cite en exemple, Paul Catrain qui figure sur le monument aux morts de Bois-les-Pargny dans l'Aisne : « Mort pour la France à Lublin en 1945 ».

Or, en 1980, le village s'émeut, Paul Catrain a écrit ! Il vit en URSS. Le Maire du village, Monsieur Jean Decourme fait le récit suivant : « Catrain a envoyé une lettre en russe à l'ambassade de France en URSS,

dans laquelle il indique qu'il vit à Strikhoustsy en Ukraine et qu'il voudrait revoir sa famille... » La France a demandé aux autorités soviétiques des explications sur cette affaire. Dès lors, aucun contact n'a plus été possible avec Paul Catrain et pourtant, le ministère des Affaires Etrangères de l'URSS a notifié, le 6 octobre 1980 au quai d'Orsay, qu'effectivement « Paul Catrain, prisonnier français des Allemands en 1939, au camp de Koenisberg en Prusse Orientale, puis à Kersilica fut libéré par l'Armée Rouge et transféré dans un autre camp à Starokonstantinov en Ukraine à environ 50 km de Knelnitoki. Là, il rencontra une femme soviétique avec laquelle il vit dans cette même région. »



C'est tout. Pas question de donner une suite favorable à la demande de Paul Catrain. Secret d'Etat !

L'auteur a recueilli à Paris, le témoignage de Nicolas, un Français que l'ambassade de France a proprement « kidnappé » à Moscou, il y a un an. Nicolas était porteur d'un visa de tourisme en 1947. Voyageant à l'intérieur, il a été pris pour un espion. Malgré un jugement l'innocentant, il a été retenu arbitrairement pendant 34 années.

Voilà ce qu'il dit du camp en 1981 : « La vie dans les camps soviétiques en 1947 et en 1981 est identique. Ni le cadre, ni la discipline, ni les mœurs, ni la dureté des travaux forcés n'ont changé. Cela, tout le monde l'ignore. Il faut savoir que ce n'est pas du passé mais aussi le présent, qu'il s'agit là d'une phénoméne unique au monde par son ampleur et sa continuité. L'incrédulité de mes compatriotes à ce sujet m'épouvante : les Français sont surinformés, si bien qu'ils

oublent l'essentiel, qu'ils en viennent à douter ou à ne plus réaliser ce que signifie la réalité. »

Et ce Français qui a connu le Goulag stalinien, puis krouchtchevien, puis brejnevien de poursuivre : « A chaque fois j'ai retrouvé les mêmes camps, les mêmes poux, la même bouillie d'avoine infâme, les mêmes brimades, les mêmes innocents. Tout le règlement intérieur lui-même, qu'il faut lire à la russe, présente le même caractère. Et le cercle vicieux du Goulag qui détruit l'homme et ne le libère jamais est resté stalinien. Comment faire comprendre cela ? C'est l'horreur à grande échelle ! »

L'ouvrage de Patrick Meney a le mérite de publier, en Français, pour la première fois ce fameux règlement dont parle Nicolas : « Le Code du Travail Collectif ». Lecture accablante.

Un exemple : Article 46 « La surface habitable ne peut être inférieure à 2 mètres carrés dans les camps de travail ».

On comprend ce que cela signifie lorsqu'on se souvient de ce que disait Soljénitsyne : « la cellule n'était (pas ?) "excessivement" peuplée, prévue pour 25 personnes, elle en contenait 80 » !

S'agissant de l'hygiène des camps, le mieux est de se référer à l'un des nombreux témoignages du livre : « Par mesure d'hygiène, il faut entendre que nous avons le crâne rasé à cause des poux, grands ennemis des détenus. Tous le reste, c'est du luxe, même le savon, même le dentifrice, déjà problématique à trouver quand on est un citoyen en liberté. »

Et puis, le Goulag, c'est aussi une industrie de production, la main d'œuvre la moins chère du monde. De la construction du transsibérien en 1932 au gazoduc sibérien de 1981, il y a toute une série de grands travaux, de construction de villes, d'ensembles industriels qui ont été réalisés au prix du sang et des larmes des habitants du Goulag.

Le maintien et le développement du Goulag démontrent, *a contrario*, que les masses sont toujours attachées aux libertés et au socialisme, qu'elles ne confondent pas avec le « socialisme réel ». D'ailleurs, leur opposition à ce « socialisme réel » s'exprime par mille et un canaux dont nous parvenons les échos déformés par des condamnations sans cesse renouvelées et même qui s'accroissent.

Cela dit ces nouvelles « mains coupées » sont à lire absolument car il faut savoir que ce n'est pas du passé, mais aussi le présent...

Patrice Serge



Jan Rutkowski



Andrzej Słowik



Edmund Bałuka



Karol Młodziejewski



Zbigniew Romaszewski



Marian Jurek

Continuons
à oeuvrer pour
leur libération
 et
leur statut
de prisonniers
politiques



Adam Michnik



Jacek Kuron

UN NOUVEAU PARADOXE

Je vous écris cette lettre après la vive indignation qu'a suscitée chez moi la lecture d'un article paru dans une revue polonaise publiée à l'Ouest. L'article est consacré au « totalitarisme polonais » qui est rapproché du système décrit par Georges Orwell dans son livre « 1984 ».

En matière de nouveauté, l'essentiel des découvertes de l'auteur tient à cette idée : « Orwell essaie de trouver les racines du plaisir de dominer les autres, prétendant qu'il existe une relation directe de l'envie de domination totalitaire et des penchants sadiques, qui doivent tout de même être accompagnés du masochisme des opprimés. Ce masochisme se manifeste au côté du désir de liberté et de l'instinct de dépendance. Est-ce que ce point de vue ne vous fait pas frissonner quand vous regardez au fond de vous-même ? Sinon - tant mieux - si oui... ! »

Si je dis que j'ai ressenti une vive indignation, ce n'est pas tant pour l'interprétation qui est faite ici du livre d'Orwell. En la matière, celle-ci se trouve d'ailleurs en fort nombreuse compagnie. L'écrivain anglais Anthony Burgess déclarait encore très récemment à un quotidien français : « Au fond, une partie de son cerveau (Orwell) désirait secrètement voir cette situation. Un homme ne peut pas écrire un livre sans avoir envie de ce qu'il écrit. » Voilà pour la chirurgie de l'auteur. Mais Burgess ne s'arrête pas au milieu de l'opération : « Le lecteur a, lui aussi, un peu envie de toutes ces horreurs, du pire des mondes possibles. Au fond, le 4 avril, les gens seront un peu déçus. Big Brother n'est pas là ! » Et voilà pour le lecteur.

Sur ce point, je n'ai qu'une remarque à faire. « 1984 » est, dans sa plus grande partie, une énumération des moyens et des ressources les plus élaborées que le Parti de l'Océania doit progressivement mettre en œuvre pour soumettre à sa domination totalitaire le personnage de Winston Smith. Je ne sais pas ce que pensait au fond de lui-même Orwell. Par contre, pour écrire son livre, s'il avait pu bénéficier d'un peu plus d'« instinct de dépendance » de la part de Winston Smith, il se serait certainement épargné d'écrire de nombreux chapitres,

sans doute même jusqu'au premier.

Mais là n'est pas l'essentiel. Du reste « 1984 » est beaucoup moins un livre de fiction qu'une tentative de comprendre par un moyen littéraire les événements réels auxquels il est sans cesse fait référence.

Était-il seulement prémonitoire d'écrire en 1948, au moment des pires années de la répression stalinienne, que « le Parti rejette et diffame tous les principes qui furent à l'origine du mouvement socialiste, mais il prétend agir ainsi au nom du socialisme. Il prêche, envers la classe ouvrière, un mépris dont, depuis des siècles, il n'y a pas d'exemple, mais il revêt ses membres d'un uniforme qui, à une époque, appartenait aux travailleurs manuels. » ?

Aussi, c'est pour la relation directe qu'il fait avec la situation polonaise que cet article vaut quand même qu'on lui fasse quelques objections.

Depuis le 13 décembre 1981, des milliers de travailleurs, d'intellectuels et de jeunes ont été arrêtés en Pologne parce qu'ils témoignaient uniquement de la volonté de toute la société que soient respectés les principes les plus élémentaires de la démocratie. L'« instinct de dépendance » impliquerait-il que la démocratie, le droit de constituer un syndicat indépendant, le droit d'exprimer librement ses opinions ne pourraient s'exercer en toute logique que derrière les murs d'une prison ?

Plus précisément, depuis des mois, des militants de *Solidarité* restent emprisonnés, parfois même sans avoir été jugés, et le statut politique leur est obstinément refusé, et leurs avocats sont eux-mêmes arrêtés ou inculpés. Dans quel recoin obscur de ce qu'il

A LA POLOGNE

Jusqu'au jour, ô Pologne, où tu nous montreras,
quelque désastre affreux comme ceux de la Grèce
quelque Missolonghi d'une nouvelle espèce
quelque tu puisses faire, on ne te croira pas
battez-vous et mourez braves gens - l'heure arrive
battez-vous la pitié de l'Europe est tardive ;
Il lui faut des lovalins qui ne soient point usés
battez-vous et mourez car nous sommes blessés.

A. de Musset (1831)

leur reste de liberté faut-il aller fouiller pour trouver le « masochisme des opprimés » ?

Et parce qu'il faut aussi le dire, des hommes sont aujourd'hui contraints de mettre leur propre vie en danger, ils ont engagé de terribles grèves de la faim, pour certains

totalément échoué à se rallier une partie de la société, il cherche des appuis consentants pour l'aider dans cette besogne ?

Faut-il encore rappeler à l'auteur de cet article, s'il est Polonais, avec quels soupirs



d'entre eux, leurs organismes sont en ruine — au point qu'ils ont dû arrêter leur mouvement — et les gardiens brutalisent les grévistes qui ne demandent que le respect de leurs droits et de leur dignité d'homme. Comment peut-on retourner contre les opprimés la flèche des oppresseurs ?

La science physique a montré depuis longtemps que la résistance d'un matériau ne peut se mesurer en définitive qu'à la pression qui s'exerce sur lui et qui est nécessaire pour le faire céder. Puisque notre auteur aime tant les frissons, dira-t-il que l'on mesurera le degré d'« instinct de dépendance » et de « masochisme » des militants de *Solidarité* au point ultime où ils devraient donner leur vie pour la liberté de la société ? Non, bien entendu ! Parce que ce serait une honte de dire des choses comme celles-là.

Alors que cherche notre auteur ? Ne sait-il pas que depuis des mois la junte militaire du général Jaruzelski tente par tous les moyens de la répression de faire céder les prisonniers ? Et, n'aboutissant pas dans cet objectif, ne voit-il pas que le général cherche à opposer les militants au peuple en leur épinglant l'étiquette d'extrémistes ou encore de malades mentaux ?

Mais enfin, notre auteur ne comprend-t-il pas que, parce que le général est isolé, qu'il a

d'impuissance les nations européennes ont assisté aux multiples dépeçages de la Pologne au cours des siècles ? A les entendre alors, n'était-ce pas que la Pologne avait une vocation de nation martyre ? Et, enfin, il y a peu de temps, il n'a pas manqué de tartuffe pour désigner comme les responsables de l'extermination des Juifs, non pas tant la barbarie nazie, que la complicité que celle-ci trouvait dans... la soumission des Juifs eux-mêmes à leur propre destinée.

Si la chose en vaut la peine, on peut essayer de s'expliquer par quel tour de la pensée on peut arriver à écrire de telles choses. Il suffit de se rapporter précisément à Georges Orwell. Il a remarquablement bien décrit sous le terme de « double pensée » les contorsions auxquelles le Parti avait recours pour maintenir sa domination totalitaire. Orwell distinguait en trois principes fondamentaux ces exercices acrobatiques :

**LA GUERRE C'EST LA PAIX
LA LIBERTE C'EST L'ESCLAVAGE
L'IGNORANCE C'EST LA FORCE.**

Orwell ignorait cependant qu'il manquait encore un paradoxe à découvrir. C'est chose faite. Nous savons enfin maintenant que « LA VICTIME C'EST LE BOURREAU » !

Conrad Martin

Parmi les récentes « modifications » du Conseil des ministres, la promotion d'un certain Jozef Musiol, devenu, de petit juge de district en Silésie, vice-ministre du puissant ministère des Affaires Intérieures, est très édifiante.

Dix-neuf juillet 1969... Bientôt 9h du matin. La salle de conférence du conseil national de district de Rybnik se remplit à craquer.

Deux accusés sont encadrés par des fonctionnaires de la milice M.O. L'accusé B., 19 ans, environ 1,70 m, le visage pâle, encore enfantin, l'effroi dans le regard, se retrouve pour la première fois dans un tribunal, d'autant plus comme accusé. Il n'a pas terminé l'école, il s'est arrêté au niveau de la IV^e (six années de scolarité - N.d.T.). Il est d'une famille de six enfants. Ils habitaient dans une ferme d'Etat P.G.R. dans la région de Koszalin. Leur vie là-bas, n'en parlons même pas, s'ils n'avaient pas un peu volé au P.G.R., ils seraient tout simplement morts de faim, tellement la paie du père et de la mère était basse. D'ailleurs, au P.G.R., tout le monde faisait comme eux, du directeur à l'ouvrier, en passant par le comptable ou le magasinier. A la différence que les autres avaient plus de chances pour s'en sortir. Sinon, personne ne posait de question ou n'avait de remords...

Le deuxième accusé M. a 23 ans. Il est plus petit. Comme B. il est d'une famille de P.G.R. de la même entreprise. Il a déjà été condamné par un collège de répression des infractions, pour une bagarre en état d'ivresse. Aucun de leurs proches ne s'est déplacé pour le procès. Trop loin et trop cher. Ils ne peuvent se le permettre, comme pour les avocats d'ailleurs qui sont commis d'office.

Entre la Cour. Le président est un juge de Katowice, Jozef Musiol (IV^e département pénal), trois jurés, un suppléant assistent à l'audience. L'affaire passe en procédure d'exception. Il s'agit de faire un exemple. La Cour s'est déplacée spécialement de Katowice. Ils sont accusés d'attaque sauvage et d'appropriation de biens sociaux. D'abord le juge Musiol a été invité par le Président du tribunal de voïévodie lui-même, le juge Bobik, qui brûlait encore alors lui-même des direc-

tives reçues au « comité de voïévodie » (comité régional du Parti - N.d.T.) sur la question de mener une politique de répression. Il s'agissait aussi d'autre chose. La voïévodie de Katowice avait alors une direction dure. Le « camarade » Gierek sentait et reprochait aux aures voïévodies leurs laissez-aller. La Silésie était en plein labeur... D'ailleurs il savait utiliser à merveille pour son prestige toutes les « Saintes Barbes » (fête des mineurs - N.d.T.), auxquelles il donnait une pompe particulière pour renforcer sa puissance aux côtés du « camarade Wieslaw » (pseudonyme de Gomulka). Et ceux qui prêtaient attention pouvaient s'apercevoir que d'année en année « Wiesu » (diminutif de Wieslaw - N.d.T.) perdait du terrain à la tribune, poussé par le « camarade » Gierek... (1)

cusé M. a eu le temps de lui lancer « ferme ta gueule », pendant que B. remettait sur pieds l'autre, et lui donnait une claque tout en lui arrachant le sac des mains, et le lançait à M. Puis, ils se sont enfuis tous deux dans des directions différentes. L'action en tout et pour tout a duré moins d'une minute. Le témoin N explique « qu'il a entendu crier, alors qu'il marchait le soir dans la rue ».

— « *Etait-ce un appel au secours ? - Non, ce n'était pas articulé, c'était plutôt une plainte. Alors j'ai couru dans cette direction et au croisement de la rue, je me suis pratiquement heurté à un homme qui arrivait en face - Etait-ce l'un des accusés ? - Non, je ne sais pas, je ne peux pas l'affirmer.* »

Pendant ce procès, un seul juré, à la suite de questions sans intérêt du juge

Qui es-tu Jozef Musiol - Vice-Ministre de l'Intérieur ?

POUR LUI LA RÈGLE C'EST L'EXCEPTION

Début mars - 8h30 du soir. Tombe une fine neige. Les rues sont vidées de tout passant. Deux jeunes vendeuses avancent, serrées l'une contre l'autre, bras dessus bras dessous. L'une d'elle, J..., a sous le bras un joli sac cadeau, d'une valeur de 49 mille zlotys : La recette journalière d'un grand magasin d'Etat. La seconde la protège. Elles faisaient exactement la même chose tous les jours, et terminaient ainsi leur journée de travail. Le chemin séparant le magasin du coffre de la banque faisait environ 350 m. Elles n'avaient pas remarqué que depuis deux jours quelqu'un les surveillait.

Il reste environ 150 m avant la banque. Soudain sans savoir ni comment ni pourquoi elles se retrouvent à plat ventre contre le trottoir. Le sac-cadeau se retrouve sous le corps de J... Quelqu'un soudain les secoue et elles se rendent alors compte qu'on les a fait tomber volontairement. De peur, elles lancent un cri aigu. Celle qui ne portait pas le sac, a bondi sur ses pieds, et d'un saut s'est retrouvée à quelques mètres de là. L'ac-

Musiol, interroge les témoins qui défilent, ne laissant pas ne serait-ce que la moindre petite chance d'intervention à la défense. Lors de la suspension d'audience d'une heure, l'un des jurés constate que l'affaire ne requiert absolument pas les caractéristiques nécessaires pour justifier la « procédure d'exception ». Mais le juge Musiol est resté silencieux.

Quant aux deux autres jurés, ils n'ont rien dit. Le juge Musiol savait qui prendre au moment du vote. D'ailleurs grâce à ce sens tactique et à ce flair, il est rapidement passé de juge de district de sa ville natale de Rybnik, au tribunal de voïévodie. En plus, il avait d'« excellentes relations de camaraderie » et cela lui a facilité la voie de sa carrière, enfin il s'est très lié aussi au S.D.

Une fois le dossier de pièces à conviction étudié, les plaidoyers des avocats prononcés, le réquisitoire du procureur et la déclaration finale de l'accusé, le président du tribunal s'est apprêté à prononcer le verdict, il s'est bien sûr adjoind évidemment, les deux momies de

jurés, laissant de côté le juré trop indiscret. En 5 mn la question était réglée. Le juge avait qualifié le délit criminel et la gravité de la peine, condamnant les accusés à 9 ans de prison. Ce verdict était sans appel — on a même réussi à éviter du point de vue de la procédure le dernier petit piège en dépassant la barre des 8 ans (au-dessus, appel impossible - N.d.T.). Il s'est trouvé que l'un des jurés connaissait la famille Musiol et a pu observer par la suite la carrière qu'il a faite. Tout à fait convaincu que ce sont justement ce genre d'individus qui sont les piliers des systèmes totalitaires. Encore avant l'état de guerre, dans les cercles de *Solidarité*, les « trompettes » du SB (police politique) ont commencé à faire circuler le bruit qu'il faudrait présenter la candidature de Musiol, actuellement vice-ministre, alors comme... ministre de la Justice.

Evidemment, tout s'opposait à cela, car le temps n'y pouvait rien, il ne pouvait effacer ce verdict qui n'avait rien à envier à celui d'un tribunal nazi.

Il faut encore écrire un épilogue à cette affaire :

Les deux vendeuses, J... et M..., le comité de voïévodie (du parti - N.d.T.) et la Z.M.S. (Union de la jeunesse socialiste), et les mass-médias de la voïévodie de Katowice les ont sacrées héroïnes de l'année pour la région de Katowice, les revêtant de la parure du mensonge, pour avoir défendu un bien social, en appelant à l'aide, etc.

Alors, ce même juré a écrit à tous ces Messieurs pour leur dire que tout cela était contraire à toutes les pièces à convictions rassemblées, que nul n'avait pu effectivement confirmer leur héroïsme et que tout le milieu juridique devrait se sentir atteint et gêné par le verdict prononcé dans cette affaire. Un verdict sans rapport absolument avec le délit criminel effectivement commis, un verdict appelant la vengeance du ciel.

Mais ce juré n'a jamais reçu de réponse à sa lettre. Personne n'a même répondu pour protester, pour dire que cela offensait les héroïnes de l'année.

Aujourd'hui, le juge Musiol se retrouve en excellente compagnie, et le nazisme rouge y trouve en même temps un argument : notre politique est soutenue par les démocrates.

Le juré Z

(1) Un an plus tard, en décembre 1970, Gierek remplaçait Gomulka au poste de premier secrétaire du Parti.

(2) S.D. : Stowarzyszenie demokratyczne - Parti démocrate - l'une des 3 composantes à la Diète avec le POUP.

« LE CONSULAT POLONAIS » Interview de Maurice Joyeux

La rédaction de Szerszen a décidé d'ouvrir ses colonnes à Maurice Joyeux, militant Libertaire et syndicaliste à la CGT-Force Ouvrière, auteur d'un livre intitulé « LE CONSULAT POLONAIS ». Il s'agit d'un roman autobiographique qui relate la façon dont il a été amené à participer, avant la seconde guerre mondiale, à une action de protestation menée par des chômeurs polonais, action pour laquelle il fut condamné à un an de prison. Maurice Joyeux fut ainsi souvent emprisonné pour son action ouvrière ou pour objection de conscience, il a été arrêté au début de l'occupation, évadé puis arrêté de nouveau.

La Rédaction : Pourquoi as-tu écrit ce livre ?

Maurice Joyeux : J'ai écrit ce livre parce que, pour moi, cette action a constitué le début de mon engagement dans le mouvement ouvrier et aussi parce que c'est à ce moment-là que j'ai pris conscience du caractère international des problèmes qui se posent à la classe ouvrière et donc, de la nécessité de la solidarité internationale. C'est pourquoi j'ai voulu appeler mon livre « Le Consulat Polonais », contre la volonté de mon éditeur qui trouvait ce titre aussi peu commercial que possible.

R. : Comment as-tu été amené à participer à cette action ?

M. J. : A l'époque j'étais chômeur. Je faisais partie du Comité de Chômeurs de mon arrondissement. Au cours d'une réunion on a demandé des volontaires pour aller soutenir une protestation organisée par des chômeurs polonais. Cela se passait dans une maison commune du XIV^e arrondissement où mon

père m'emmenait souvent quand j'étais enfant. Je crois que tout d'abord c'est pour cela que je me suis proposé. J'étais d'ailleurs le seul.

R. : Pourquoi ?

M. J. : Il faut dire qu'à cette époque de crise, les gens regardaient plutôt d'un mauvais oeil les immigrés. Ils n'ont pas beaucoup changé...

R. : Quelle était la cause de cette protestation ?

M. J. : Voilà, les chômeurs polonais ne touchaient le chômage que pendant la mauvaise saison. Dès le début du printemps, on leur retirait toute aide puis on les utilisait pour la saison comme ouvriers agricoles.

Comme la plupart étaient sans ressources, ils étaient parqués à Levallois dans des baraques Villegrain. Or, au moment des départs des saisonniers, l'un d'eux était malade. Il était donc resté seul dans sa baraque. On l'a retrouvé mort de faim et de froid et, détail horrible, il était mort depuis longtemps et avait été dévoré en partie par les rats qui grouillaient dans les baraques.

Le Consulat était au courant de cette affaire, il n'avait pourtant rien fait. C'est cela qui a fait monter la colère.

R. : Au début, il ne s'agissait que d'un meeting de protestation. Comment vous êtes vous retrouvé au Consulat polonais ?

M. J. : Eh bien ! Comme je vous l'ai dit, je me suis retrouvé le seul français dans la salle. Il fallait qu'un français dise quelque chose, je n'avais pas le choix. Pour moi, c'était la première fois que je prenais la parole en public. Je m'en suis tiré avec des généralités : « Tous les patrons, tous les gouvernements sont des s... et des oppresseurs ». C'est toujours vrai et ça ne mange pas de pain... ça a d'ailleurs été très apprécié... Ensuite, ça c'est précipité, quelqu'un a crié : « tous au Consulat » tout le monde a suivi, moi aussi.

R. : Pour résumer, les manifestants arrivent à s'introduire dans le Consulat, sai-

ssissent des documents, des fichiers qui servaient aux autorités polonaises à fliquer les polonais émigrés en France et brûlent le tout.

M. J. : Oui. Ça s'est gâté par la suite puisqu'une partie des manifestants a été arrêtée et traduite en justice. J'ai été condamné pour ma part à un an de prison, les autres en ont pris pour 1 à 4 mois.

R. : Pourquoi cette condamnation plus lourde ?

M. J. : Tout simplement parce que j'ai écopé en plus d'une condamnation pour « outrage à magistrat ».

R. : A quel propos ?

M. J. : Au moment du procès, le Président après m'avoir interrogé me dit : « Mais enfin, Monsieur Joyeux, vous n'êtes pas Polonais, que venez vous faire dans cette affaire ? ». Moi j'ai répondu : « Vous non plus Monsieur Le Président vous n'êtes pas Polonais, pourtant vous jugez des actes commis par des Polonais en territoire polonais » c'est comme ça que j'ai écopé d'un an.



Nous aurions pu faire appel, mais mes compagnons avaient été plutôt mieux traités ; or dans ce genre d'affaires conjointes il est impossible de faire appel d'une seule condamnation sans faire rejurer l'ensemble. C'est pourquoi, d'un commun accord avec notre avocat, Maître Hajj, nous avons décidé de laisser les choses en l'état. D'ailleurs, j'ai été libéré au bout de 4 mois...

R. : Peux-tu nous dire plus précisément ce qu'étaient ces comités de chômeurs ?

M. J. : A cette époque, il y avait énormément de chômeurs et dans des conditions encore plus pénibles qu'aujourd-

d'hui. Aussi, la CGT-U avait-elle organisé partout où c'était possible des comités afin de regrouper les chômeurs. Ces comités étaient très actifs. C'est Doriot à cette époque qui en était responsable. Ensuite, il a mal tourné.

R. : Et toi, tu étais à la CGT-U ? Pourquoi ?

M. J. : Comme vous le savez, en 1921 avait eu lieu la première scission de la CGT en deux courants. Schématiquement un courant réformiste intégrant des socialistes et une partie de trotskystes et un courant qu'on pourrait appeler syndicaliste révolutionnaire avec des anarchistes, des trotskystes et des communistes. Moi j'étais à la CGT-U parce que le courant libertaire y était très fort.

R. : Comment à cette époque, l'opinion publique percevait-elle la Pologne ?

M. J. : Ce qui se passait en Pologne nous arrivait à cette époque avec un écho assourdi. Cela se passait assez loin de nous. Mais aussi, on avait dans le cœur l'enseignement de la communale, cette histoire liée à la nôtre, des noms Poniatowski maréchal d'empire, Dombrowski et la Commune, ce pays dépecé, écartelé... Il faut dire aussi que la politique pratiquée par Beck était épouvantable. Une politique en balancier. Tantôt essayant de nouer des rapports avec Hitler, tantôt quand les allemands devenaient trop méchants, se jetant dans les bras de la démocratie.

R. : Tu sembles utiliser ce mot de démocratie de manière péjorative. Tu sais que nous sommes aussi un journal polonais ; pour la majorité des polonais, c'est quelque chose de très choquant.

M. J. : Je comprends que les polonais, compte tenu de leur régime politique aspirent à la démocratie. En cela, nous n'en sommes pas au même stade.

Quant à moi, je suis un anarchiste, pour moi la démocratie, c'est la liberté pour le nombre, en l'état actuel de la société la démocratie, c'est le jeu de l'argent. Je suis quant à moi un fédéraliste selon les thèses de Proudhon. C'est-à-dire que je suis pour une forme de société qui permette même à la minorité la possibilité d'une action propre.

R. : En l'occurrence en Pologne il n'existe plus qu'une seule minorité, c'est le POUP, et c'est elle qui a le pouvoir

NOTE DE LECTURE

R. : Pour en revenir au Consulat Polonais, as-tu conservé des liens avec les immigrés polonais après cette affaire ?

M. J. : Non, nous nous sommes perdus de vue. Surtout à cause de mes activités militantes qui m'ont valu plusieurs peines de prison. J'ai notamment été condamné à 10 ans de prison pour insoumission pendant la seconde guerre mondiale.

R. : Qu'as-tu pensé en août 1980 ?

M. J. : Je n'ai pas eu confiance au début à cause du rôle que jouait l'église. Vous savez comme beaucoup de nos camarades, je suis un anticlérical primaire. Puis j'ai réfléchi à la transformation de l'église et à sa politique de présence sur le terrain.

Peu à peu, j'ai vu les choses de manière beaucoup moins sectaire. J'ai eu l'impression que les ouvriers inventaient, en tatonnant une nouvelle manière de combattre, qui a fait école me semble-t-il dans les autres pays de l'Est.

Ce qui m'a étonné, c'est que les russes n'interviennent pas, mais peut-être est-ce justement dû à cette nouvelle manière de combattre des ouvriers polonais, une méthode qui ne donne pas prétexte à l'intervention par la force de l'URSS.

R. : Aujourd'hui après le 13 décembre 1981, après les internements, la répression, au moment où dans les prisons polonaises les détenus politiques poursuivent des grèves de la faim très dures, que peux-tu nous dire pour conclure ?

M. J. : Ce que j'ai dit aux camarades au moment de la guerre d'Espagne. Il faut organiser sans relâche la propagande et la solidarité, tout mettre en oeuvre pour faire connaître leur combat et le soutenir.

Février 1984

Les baraques Villegrain furent installées pour loger les chômeurs autour des années 1930 à la périphérie des zones urbaines. Elles accompagnaient à l'origine les « chantiers nationaux » et, de ce fait, avaient un caractère transitoire. Confectionnées à partir de planches de bois et de tôles revêtues de goudron, elles pouvaient donc être montées et démontées facilement.

LE CONSULAT POLONAIS. Collection « Calmann Lévy » 288 pages - 1^{er} édition. Février 1957.

POUR LA POLOGNE. Un livre et un titre partisans. Ses auteurs défendent le syndicat Solidarité, à travers un rappel des principales dates du combat des travailleurs polonais pour la reconnaissance de leur syndicat, jusqu'au 1^{er} Congrès national et au fatidique 13 décembre 81. Pour Szerszen, Y. Bourline a lu ce livre. Il en redonne le fil à travers les idées développées par le collectif d'auteurs qui l'a rédigé, au lendemain de l'état de guerre. Il nous paraît bon, plus de deux ans après, de rafraîchir un peu les mémoires et de revenir sur tous ces événements qui ont laissé aujourd'hui la société polonaise unie et clairvoyante sur ceux qui peuvent et doivent la représenter.

Pour permettre de mieux comprendre les événements, les auteurs font un peu d'histoire. Fondée au X^e siècle et protégée par l'Eglise catholique, la Pologne a de tous temps été convoitée par les Etats germaniques à l'Ouest et les Etats slaves (dont bien sûr la Russie) à l'Est. Rongée par un immobilisme « constitutionnel » et des affrontements d'intérêts mercantiles alors que se développe la force de ses puissants voisins, la Pologne est partagée à la fin du 18^e siècle malgré quelques sursauts de résistance. Ce n'est qu'à l'issue de la Première Guerre mondiale le sort de la Pologne fut avoir retrouvé son Etat national et repoussé l'Armée rouge, restera indépendante jusqu'à la conclusion du pacte germano-soviétique et son partage entre l'Allemagne nazie et l'URSS stalinienne. A la fin de la Seconde

Guerre mondiale le sort de la Pologne fut « réglé » par les accords de Yalta et parachevé par le stalinisme.

C'était compter sans la classe ouvrière polonaise qui se souleva une première fois en 1956; ce mouvement débuta par une imposante grève à Poznan et gagna le pays comme une trainée de poudre, mais après une courte période de temporisation, le pouvoir communiste récupéra rapidement le mouvement. Les années soixante furent marquées par la répression contre l'Eglise, la liberté d'expression et de création.

En décembre 1970, des révoltes ouvrières éclatent à Gdansk, à Gdynia, à Szczecin à la suite d'une hausse massive des prix des produits alimentaires. La révolte sera sévèrement réprimée par l'armée; cependant Gomułka devra laisser la place à Gierek.

Pour les mêmes raisons, une autre révolte aura lieu en 1976 qui sera réprimée avec la même violence; à la suite de ces événements sera fondé le KOR (Comité de Défense des Ouvriers) qui publiera dès 1977 le bimensuel *Robotnik* (*L'Ouvrier*) destiné à être diffusé dans les entreprises. En 1978, le KOR aide à la fondation des syndicats libres.

Szerszen publiera régulièrement toutes contributions, documents, manifestations artistiques, opinions concernant la Pologne

Juillet-août 1980: un tournant dans l'histoire de la Pologne. Tout commence par l'augmentation de 50 à 100% du prix de la viande. Immédiatement, des grèves éclatent dans tout le pays; mais aux revendications salariales, nécessaires pour compenser la hausse des prix, s'ajoutent très vite d'autres revendications... Le 14 août à Gdansk, les 17 000 ouvriers des Chantiers Navals Lénine sont en grève, en premier lieu à cause du licenciement d'Anna Walentinowicz mais ils demandent également: l'érection d'un monument en hommage aux morts de 1970, la réintégration des licenciés de cette époque et la libération des prisonniers politiques. Ils demandent également: 2 000 zlotys d'augmentation et la formation d'un syndicat libre.

La grève s'étend. Le 16 août, formation du MKS (Présidium du Comité de Grève Intereprises de Gdansk) et l'élaboration des 21 points dont le premier est de loin le plus important: reconnaissance de syndicats libres indépendants du Parti et des employeurs sur la base de la Convention n° 87 de l'OIT ratifiée par la Pologne. Les points suivants portant sur le respect du droit de grève, la liberté d'expression, de publication et d'impression, la réintégration des licenciés de 1970 et 1976, la libération des prisonniers politiques.

Le pouvoir, par l'intermédiaire du Vice-Premier Ministre refusera tout d'abord de traiter avec le MKS et tentera de négocier entreprise par entreprise. La manœuvre ayant échoué, les négociations commenceront le 23 août entre le pouvoir et le MKS; la salle de négociations est sonorisée afin que les ouvriers puissent suivre les débats.

Après huit journées de négociations épuisantes, le 31 août Lech Walesa et le Vice-Premier Ministre Jagielski signent les Accords de Gdansk dans lesquels figurent la plupart des 21 points dont les plus importants sont le droit de former un syndicat indépendant, le droit de grève, la liberté de publication pour tout ce qui ne porte pas atteinte aux intérêts de l'Etat...

Le 5 septembre, Gierek déjà « malade » depuis 15 jours, est démis de ses fonctions et remplacé par Kania.

Le 15 septembre, les accords de Gdansk sont applicables dans toute la Pologne. Durant ce mois de septembre, le travail a repris et se met en place une organisation syndicale indépendante qui prendra pour nom *Solidarność* et dont les structures s'étendront bientôt dans tout le pays.

Mais la lutte n'est pas terminée. En effet, les tribunaux tentent de modifier les statuts du syndicat indépendant en demandant d'y inclure le rôle dirigeant du Parti... Devant la menace d'une grève générale pour le 12 novembre, la Cour Suprême donnera tort aux tribunaux et acceptera le 10 novembre d'enregistrer le syndicat *Solidarność* sans modification de ses statuts.

En janvier 1981, le pouvoir tentera d'imposer unilatéralement, sans consultation ni négociation « qu'un samedi sur deux seulement serait libre » revenant en cela sur l'un des points des Accords de Gdansk; après des grèves d'avertissement et des samedis chômeurs des négociations s'engagent et un compromis s'établira sur la base de trois samedis libres sur quatre.

D'autres difficultés surgiront dans les premiers mois de 1981 dues au refus du pouvoir

d'enregistrer « *Solidarité rurale* ». Il faudra des grèves d'usines, des grèves de la faim, la menace d'une grève générale et surtout l'affaire de Bydgoszcz où la milice interviendra très violemment pour que, le 11 mai, le tribunal de Varsovie accepte l'enregistrement. Après l'affaire de Bydgoszcz, le POUP sera secoué par une grave crise interne qui durera jusqu'au congrès de juillet.

Juillet-août 1981 verront d'autres grèves se déclencher :

— par les employés de la LOT pour protester contre le refus du gouvernement de sanctionner l'élection par le personnel d'un nouveau directeur ;

— suite à une décision de rationnement de la viande se déclencheront grèves, manifestations et marches de la faim qui s'étendront sur tout le pays.

Durant cette période *Solidarité* est confronté à une campagne de calomnies de la part des journaux et de la télévision. Le syndicat indépendant réitère sa demande d'accès à la télévision afin de s'expliquer devant l'ensemble de la société.

En septembre-octobre aura lieu le premier congrès de *Solidarność*. Congrès qui se tiendra sous le signe de la liberté, âprement conquise car sans cesse remise en cause par le pouvoir ; congrès d'un syndicat qui par ses 10 millions de membres représente plus qu'un syndicat mais un gigantesque mouvement social, sorte de révolution démocratique qui s'effectue par étapes. Les débats du Congrès seront à la taille de ce syndicat et traiteront outre des libertés démocratiques et des droits syndicaux, de l'information, des forces de sécurité, des mécanismes de production et de distribution et du mode de

ECHARDE

WANTED

La Croix du 14 février : « Un escroc s'est fait passer à Rome pour un Evêque polonais chargé de recueillir des fonds ». Il semble que la police italienne ait fait diffuser un portrait robot. Le coupable porte des lunettes noires et de nombreuses décorations.

recrutement des dirigeants : l'autogestion. Une proposition de référendum sur l'autogestion sera faite à la Diète. La revendication d'élections libres sera posée. Une adresse sera envoyée par le Congrès à tous les travailleurs de l'Europe de l'Est.

Tout cela déclenchera un tollé général dans les sphères du pouvoir tant en Pologne qu'en URSS. Des débats de ce congrès naîtront un programme prévoyant :

- les grandes options économiques, politiques, diplomatiques de la « République Autogérée de Pologne » ;
- la création d'un conseil économique et social ;
- le pluralisme politique ;
- la réforme du code pénal ;
- l'autonomie de l'Ecole ;
- la levée du monopole d'Etat sur les mass-médias.

Un congrès où Lech Walesa sera élu démocratiquement par 55% des suffrages.

Le 18 octobre, Kania est remplacé par Jaruzelski au poste de 1^{er} secrétaire, ce dernier est déjà chef du gouvernement et ministre de la Défense. Courant novembre des négociations ont lieu entre le pouvoir et *Solidarité* pour une « entente ». En réalité, Jaruzelski préparait déjà derrière la façade de l'entente, le coup de poignard du 13 décembre.

C'est une leçon, que personne n'oubliera.

Y. Bourine

« POUR LA POLOGNE », Editions du Seuil.

ECHARDE

MARX RECALE

« Présenté de cette manière, le marxisme se transforme en dogme et Marx lui-même échouerait à l'examen ». Ainsi s'exprime la présidente de l'organisation de jeunesse d'une école secondaire de la ville de Novi-Sad en Yougoslavie.

Les 200 élèves du lycée ont même organisé une grève des cours de marxisme en décembre dernier pour protester sur la façon dont il est enseigné.

Le journal NIN, qui rapporte ces faits, ajoute que, pour désigner quelqu'un qu'ils n'aiment pas, les lycéens disent : « Je le hais autant que le marxisme ».

LA COCCINELLE DE LA RUE RAKOWIECKA*

Coccinelle de la rue Rakowiecka
qui te faufiles dans les paumes
raidies de froid de la détenue
que je suis
dans le souterrain du promenoir
aux murs grattés d'encres
sous l'œil vigilant du projecteur
sous le regard du gardien
Coccinelle de la rue Rakowiecka
cachée
en toute sécurité
dans les paumes raidies de froid
de la détenue

Barbara SADOWSKA

* Dans la rue Rakowiecka à Varsovie se trouve une grande prison qui a « abrité » nombre de Polonais, dont l'auteur de ce poème, arrêtée en décembre 1981.

Née en 1940 à Paris. Après la guerre elle rentre à Varsovie avec sa mère où elle fait ses études au lycée d'arts plastiques. Le dessin est son mode d'expression initial.

Après son premier recueil, *Fils de fer barbelés* (Varsovie 1959), elle en publie plusieurs autres dont *Ce qui est à moi* (1974) est le dernier à paraître dans le circuit officiel d'édition. Associée à l'action du Comité K.O.R., elle ne peut publier que dans la presse semi-clandestine et par les soins de NOWA.

Arrêtée en décembre 1981, elle a passé plusieurs semaines dans un camp d'internement d'où elle fut relâchée en raison de son état de santé. Mais le pouvoir l'atteint en la personne de son fils Grégoire : arrêté sans motif le 12 mai 1981, il meurt le 14 après avoir été passé à tabac.

« J'AI ÉTÉ COMMUNISTE »

2^e partie

Interview de: Stefan Staszewski par Maria Paluch

Kontakt n° 10 - Traduction de la rédaction

Q. : Etes-vous devenu plus critique après le XX^e Congrès du PCUS ?

R. : Après le XX^e Congrès, c'était déjà autre chose. Bierut, malade, resta à Moscou. Nous exigeâmes d'avoir un compte rendu de ce Congrès car il y avait eu des fuites au sujet des discussions secrètes et du rapport Khrouchtchev. Ceux qui sont restés à Moscou voulaient attendre le retour de Bierut. Enfin, cette réunion a eu lieu et dura trois ou quatre jours. Comme nous l'avions appris par la suite, Bierut recevait tous les jours le compte-rendu de ces réunions. Plus tard, après l'enterrement de Bierut, Khrouchtchev m'avait dit : vous avez tué Bierut (en russe dans le texte).

Q. : Qu'est-ce qui a pu l'étonner tant que ça, n'était-il pas au courant de tout ce dont vous pouviez parler ?

R. : Oui, mais il leur fallait des coupables. Il fallait les punir. On discutait non seulement des affaires soviétiques, de l'affaire de Staline mais aussi des nôtres. Comment cela se passait chez nous ? Et comment cela se passe ? Khrouchtchev, après cet enterrement avait ajouté : moi aussi j'étais malade à ce moment-là et Bierut aussi. Nous nous téléphonions. Et il termina : par chance pour Bierut nous étions chez nous en plein culte du nombre. En montrant du doigt que c'est nous qui l'avions tué.

Q. : Après l'enterrement de Bierut, Khrouchtchev est resté au Congrès où Ochab a été élu. Était-ce sa candidature ?

R. : Non, mais il était d'accord. Il était clair cependant qu'ils misaient soit sur Zawadzki, soit sur Nowak. C'était leurs deux candidats au pouvoir. Il accepta Ochab et pourtant la proposition ne venait pas de Moscou. Il m'est difficile de dire qui l'avait proposé au départ. De toute façon, il s'agissait de contrecarrer la possibilité d'élection de Zawadzki ou Nowak. Déjà à ce moment-là, les différentes lignes et partages étaient clairement tracés.

Q. : A quel moment s'est effectuée la division en groupe de Natolin et groupe de Pulaw ?

R. : Il n'y avait pas de groupe de Pulaw. Ce n'était qu'un seul groupe. Ce nom était l'œuvre de Natolin : qu'est-ce que vous voulez, nous sommes des Natolinistes et vous êtes des Pulawianistes. C'était sur cette base-là. Je me souviens parfaitement que le premier qui a dit cela était Klosiewicz. Natolin a été fait par Zawadzki et Nowak.

Cela a commencé par des déjeuners le dimanche dans le palais de Zawadzki à Natolin. Dans ce groupe se trouvaient : Tokarski, Ruminski, Lapot, Klosiewicz, Witaszewski. Mais ce n'était pas le seul groupe de Moscou. Un autre groupe se composait des ministres et des militants économiques qui ne faisaient par partie de Natolin. Comme ministres il y avait dans ce groupe Waniolka, Mitrega ou Szyr qui était carrément l'adversaire des Natolinistes.

Q. : Au cours du VII^e Congrès, Mazur, comme il en avait l'habitude, est parti à Moscou. Était-il leur homme de confiance le plus sûr ?

R. : A franchement parler, Mazur était l'agent soviétique. C'était leur représentant direct. Il est venu tout simplement de là-bas. On l'avait envoyé de là-bas avant la guerre à la direction de l'Ukraine Occidentale. Il est arrivé chez nous en sortant de prison de Moscou en tant que membre de la direction du PPR (Parti Ouvrier Polonais). Il est resté toujours leur homme. Ceci est assez important pour la reconstruction de l'histoire de ces temps-là. C'est dans une très mauvaise période que Mazur a remplacé Berman à la direction de « Sécurité ». Au moment de l'accroissement de la terreur, de toutes les illégalités et de cochonneries de la « sécurité ». Et il a pris ce poste parce qu'il était l'homme de confiance de Moscou. Berman avait été limogé parce qu'il n'était plus digne de foi au moment du renforcement de l'antisémitisme en URSS. Aujourd'hui, on essaie de faire croire que Berman était à la tête de la « sécurité » jusqu'à la fin. Il a assez sur la conscience et il ne faut pas en rajouter, et ne pas voir des gens comme Mazur.

Q. : Où vous situiez-vous dans ces groupe-

ments qui fonctionnaient avant le VII^e Plénum ?

R. : Peut-être complètement à part. Ces groupes étaient plus nombreux que deux. Il y avait aussi un groupe, Ochab et certains membres du Bureau. Un autre était composé par des jeunes secrétaires, c'est-à-dire Albrecht, Zarzycki, Morawski, Matwin. Ils étaient plus radicaux que le groupe d'Ochab dans lequel se trouvaient Cyrankiewicz, Wierblowski, Kole, Kasman (rédacteur en chef de Tribune du Peuple).



Q. : Avant 1956, étiez-vous populaire à Varsovie ?

R. : Il me semble que oui. Mais cette popularité a été légèrement ébranlée par mon intervention au Congrès de Varsovie. Je suis intervenu contre Gomulka. C'est là que Henio Holland proposa le mot d'ordre : Gomulka au pouvoir. J'étais contre en argumentant que Gomulka m'était bien connu, que c'était un autocrate et que cela allait se traduire par une dictature au sein du parti. Qu'il allait mettre en place un régime capable des choses que nous ne pouvions même pas prévoir mais que, sans aucun doute, ce serait une dictature absolue. Et c'est la première fois que je quittai la tribune sans un seul applaudissement. Je me suis senti comme un condamné à mort. Un silence dans la salle.

Q. : Mais en fin de compte vous aviez soutenu Gomulka comme chef du KW ?

R. : Je me suis dit : il y a quelque chose qui ne va pas. Toute la société en euphorie demande Gomulka. Le parti demande Gomulka. Le Congrès aussi. Les gens avec qui j'ai été lié. Alors je me suis posé la question : peut-être que je me trompe ? Peut-être que cet homme a changé ? J'ai estimé que s'opposer à toute la société, à tout le parti n'a pas de sens. Déjà je savais qu'Ochab ne resterait

pas longtemps secrétaire. Dans mon cercle d'amis, je proposai de préparer Cyrankiewicz pour ce rôle, en me référant au fait qu'il était un homme ouvert, intelligent, un membre authentique du PPS d'avant-guerre, un déporté d'Auschwitz, etc. Je changeai d'avis après Poznan, après son discours. Pour moi, il est devenu un opportuniste du fait d'avoir accepté ce rôle. Ensuite, je n'ai plus eu de candidat à moi. Et comme 99 % de la société voulait Gomulka, toute lutte contre cela n'avait plus de raison d'être. On pouvait seulement, tout en approuvant, essayer d'avoir une influence sur le cours des événements en y prenant activement part à travers des propositions de ses propres postulats, son programme, etc. Nous essayâmes de le faire à travers le comité de Varsovie. Nous formulâmes des opinions, des programmes, des revendications qui, en fin de compte, conduisirent à l'octobre.

Q. : Quelle était l'influence du juin de Poznan sur ce qui se passa en octobre ?

R. : Jusqu'à Poznan, la situation était une. Poznan la changea diamétralement. Premièrement, il démontra la profondeur de ce mouvement et l'opposition envers le parti et la direction, deuxièmement il démontra que les masses n'allaient pas attendre encore longtemps et que ce Poznan pouvait se répéter. Troisièmement, il démontra comment la direction était impuissante et sans programme. Le mois de juin de Poznan trouva un très large écho dans le pays. Environ deux semaines après les événements du mois de juin a eu lieu le VII^e Congrès dont, jusqu'à nos jours, nous ne pouvons savoir beaucoup de choses. Il fut très long car il dura près de huit jours au lieu de deux. Il devint le congrès cherchant ma réponse à la question : comment était-il possible d'en venir à Poznan.

Q. : A-t-on posé la question : qui en est responsable ?

R. : Il n'était pas facile de l'établir. Car les ouvriers de Cegielski, qui ont été trompés et frappés d'injustice, voulaient des négociations. Ils sont venus à Varsovie probablement deux fois. Ils exigeaient la venue chez eux des personnes compétentes. Ils se sont adressés à Tokarski, Lapot, Klosiewicz — tous des leaders de Natolin. Tokarski était le vice-premier ministre et ministre de l'Industrie des Machines, Lapot le vice-premier ministre et ministre de l'Industrie lourde, Klosiewicz, président du CRZZ (Conseil Central des Syndicats). Ils ont cherché la justice mais il n'en est rien sorti et on les repoussa vers l'entrevue avec le vice-ministre Fidelski qui ne pouvait rien faire : alors

ils entrèrent à Poznan. Et commença l'histoire qui se termina par les événements du mois de juin. Autour de cela eut lieu la bataille au Congrès. Ici, deux choses se sont cristallisées : que la direction avec Ochab n'a pas de chance et qu'elle ne pourra se maintenir. Et qu'il faut à tout prix chercher une issue. Il y avait deux positions : s'obstiner et garder inchangé le système de gouverner, défendu par des cercles déterminés aussi bien à la direction du parti qu'à celle de l'économie. Ou alors aller vers des changements. A côté de cela il existait le problème des personnes injustement emprisonnées et avant tout Spychalski et Gomulka. D'après moi, cette affaire n'était pas la plus importante. A l'occasion de l'anniversaire, certaines personnes, dans des publications d'aujourd'hui, essaient de démontrer que c'était la cause principale de discorde. Je pense que c'était une des nombreuses affaires. Par contre, ce qui était au centre, c'était la ligne en général. Dans quelle direction allions-nous nous diriger. Les réformes seront-elles poussées assez loin ? C'était cela, les principales questions d'octobre.

Q. : Mais en ce qui concerne les réformes allant assez loin, il n'y en a pas eu ?

R. : Non seulement il n'y en a pas eu mais encore ce que l'on a obtenu on a commencé à le perdre assez vite après octobre.

Q. : Combien de temps dura l'Octobre polonais ?

R. : Deux semaines. Non, pardon. Même moins. Je crois que c'est le 2 ou 3 novembre qu'eut lieu la rencontre de Gomulka avec le Congrès où déjà il se prononça clairement pour l'appareil du parti. Et pourtant, les changements dans le pays dépendaient de la direction dans laquelle s'engagerait le parti. Ce rôle du parti dépendait de ce qui composerait son noyau. Par exemple la classe ouvrière au nom de laquelle il gouverne. Ce que seront ses opinions, son avis, ses représentants. Ou alors ce sera le règne de l'appareil sur le parti. Gomulka, à ce moment-là, a défini sa position dans cette affaire. Il a dit que cet appareil resterait le noyau de la vie politique et a défini l'axe du parti. Il a conclu le pacte avec l'appareil existant. Le comité de Varsovie, peu avant octobre, vota une résolution au sujet du fonctionnement du parti et du rôle de son appareil. Nous avons fait la proposition de réduire l'appareil du parti au cinquième de ses effectifs et de créer des représentations. Ce parti devait être un parti autonome. Le projet qui voulait transformer ce parti en parti d'un type normal était très sensé. Non pas en parti d'un type léniniste mais en parti qui se compose de la

masse de ses membres et des corps qui sont élus d'une manière démocratique. Ensuite ces corps dégagent de leur collectif différentes commissions et des représentations plus étroites qui effectivement gouvernent ce parti et le dirigent. Cette résolution a été portée à la connaissance du secrétariat et du bureau politique avant l'Octobre. Il est intéressant que de la part des destinataires il n'y ait pas eu d'opposition violente.

RATIONNEMENT

« Le rationnement alimentaire pourrait être levé en Pologne en 1985 », a déclaré le vice-président du Conseil, Messmer. Un informateur proche du vice-président a fait aussi savoir que la levée du rationnement des libertés pourrait accompagner la mesure.

Q. : Quelle était la position de Gomulka après son élection au poste de 1^{er} secrétaire par rapport à ces propositions ?

R. : Il régla cela d'un seul trait. Il a dit tout simplement que c'est une tentative de créer un parti du type social-démocrate et que nous ne l'accepterions jamais. Et c'est tout. C'en était fini.

Q. : Est-il vrai que pendant l'Octobre, encore avant le Plénum, vous avez distribué des armes aux ouvriers de Zeran ?

R. : En réalité, nous disposions de très peu d'armes. Nous avions en partie des armes de KBW. Ces unités stationnaient à Varsovie et à Gora Kalwaria à côté de Varsovie. Nous avions aussi accès aux armes de Wop, à leurs magasins se trouvant à Varsovie. Nous étions tout simplement en rapport avec le commandant du KBW - Komar et avec Hubner qui était vice-ministre.

Nous avions contre nous le commandement de l'armée, c'est-à-dire Rokossowski et Andrzejewski qui était le commandant de la région de Varsovie et Huszcza pour la région de Poméranie. C'est ce dernier qui a dirigé ses troupes sur Varsovie. Nous, c'est-à-dire le Comité de Varsovie, nous étions soutenus par les généraux Komar et Hubner. Zera, était partiellement armé. C'étaient quelques centaines de personnes que nous avions dirigées dans la direction de la marche des colonnes de la région de Poméranie qui venaient de la région militaire de

Bydgoszcz. En somme, les ouvriers avaient environ mille carabines.

Q. : Contre quoi étiez-vous prêts à utiliser ces armes ?

R. : Contre un coup d'Etat. Car un tel coup d'Etat était réellement en préparation dans un certain rapport avec une éventuelle invasion.

Q. : Mais Gomulka, qui d'ailleurs passait pour un « antisoviétique », a été élu en accord avec la volonté des masses.

R. : Ce n'est pas vrai. Gomulka voulait avoir une marge de manœuvres. Il voulait plus d'autonomie. Mais avant tout il voulait avoir la confiance des Russes et qu'ils lui doivent tout ce à quoi ils voulaient arriver. Et bientôt cela est arrivé. Il l'a dit plusieurs fois assez clairement. Lui et Kliszko : vous pouvez avoir tout ce que vous voulez mais à travers nous. Ne cherchez pas d'autres canaux. Bien sûr, il n'était pas pour se faire voler à la manière dont les Russes étaient habitués. Cela est vrai aussi. Mais il faisait des compromis dans ce domaine allant assez loin. En ce qui concerne la politique, dès le début il désavoua les Hongrois, puis les Yougoslaves quand, en 1957, ils ont adopté un nouveau programme. A ce moment-là, quelqu'un a dit — je connais cela des discussions privées : tu sais, les Yougoslaves écrivent des bêtises à propos de ce programme mais je suis prêt à leur pardonner car ils défendent leur souveraineté... Et Gomulka de répondre : tu n'as pas raison. Dans ce camp, il faut bien qu'il y ait quelqu'un qui gouverne.

Q. : Pour compléter, on peut encore citer la Tchécoslovaquie où il était, à côté d'Ulbrecht, l'un des organisateurs des événements. Mais revenons à vous. Vous perdez assez vite, déjà en 1975, votre poste de secrétaire. La raison de votre limogeage n'est-elle pas les postulats qui voulaient réduire l'appareil du parti ?

R. : Il semble que ce ne soit pas seulement cela. Néanmoins, la conception d'un parti autonome sans aucun doute ne m'a pas aidé. Car nous construisions à Varsovie à partir du printemps 1956 une autonomie et des conseils ouvriers. Les premiers conseils sont nés en avril. Dans la majorité des entreprises, ils se sont créés avant l'Octobre. Gomulka pendant longtemps rusa avec ces conseils et à la fin présenta un projet génial de conférence de l'autonomie ouvrière. L'ingéniosité consistait dans le fait que l'organisation du parti était la composante dominante du conseil et le secrétaire du parti le président du conseil. Et c'est cela qui tua les conseils... J'ai eu deux discussions avec Go-

mulka. J'ai essayé de lui expliquer que le Comité de Varsovie l'a soutenu parce qu'il voyait en lui l'homme qui allait réaliser le programme d'amélioration et non parce qu'il était l'homme élu, touché par la grâce. Je lui ai présenté une liste de postulats au nom desquels nous nous sommes engagés dans la bataille d'octobre. Ce n'était pas la peine d'en parler. Il rejeta tout de suite les 14 points. Il y avait un postulat de création d'un tribunal d'Etat qui aurait pour tâche d'examiner la concordance de la Constitution avec les lois et les décrets et la responsabilité de ne pas les respecter. Et Gomulka a répondu : « Vous voulez que nous créions une institution qui nous mettra en prison ? Oui ? ». Au moment de la signature de l'entente avec Wiszynski nous avons postulé pour la dissolution du PAX car il a été créé en tant que diversion...

Q. : Vous étiez bien tombé car c'est Gomulka en personne qui donnait en 1945 à Piasecki le mandat pour l'activité politique.

R. : C'est pour cela qu'il m'avait carrément répondu : « Vous voulez que je reste seul avec Wyszynski. Oui ? Certainement pas. Cela n'arrivera pas ! ». Ensuite, au Plénum de KW, il déclara que KW menait une politique résolument opportuniste, révisionniste, de droite et social-démocrate. A moi, il a posé une condition : « Si vous voulez continuer de diriger ce comité, alors il faut couper avec ces opinions, il faut rompre avec les Kolakowski. Ensuite, nous pourrions discuter ». Plus tard a eu lieu la réunion du Bureau politique où Gomulka de nouveau sortit les accusations sur la social-démocratie, etc. Alors je proposais ma démission mais il ne l'acceptait pas encore. C'était avant les élections et Gomulka ne voulait pas avoir des affaires sur les bras. J'étais le seul secrétaire de Voievodie qui ne se présentait pas aux élections à la Diète. Au moment des élections, Gomulka a sorti ce mot d'ordre : le vote sans rayer quoi que ce soit sur la liste. Je compris que c'était autre chose, que ce n'était pas ce que nous voulions. Alors je dis merci, je ne veux pas être candidat à la Diète. Ensuite, au mois de mars 1957, de nouveau on m'invita à la réunion du Bureau. Et de nouveau Gomulka attaqua. Devant cela, une fois encore, je présentai ma démission. Alors Gomulka a dit : « il ne nous reste qu'à l'accepter ». Le Bureau gardait le silence. Tout le monde avait les yeux rivés au sol. Ochab est le seul qui est venu vers moi en me disant : « soldat » (en russe dans le texte). Je répondis et j'ajoutai — tout le monde était encore dans la salle — « Edek, souviens-toi qu'il va tous vous fusiller. Il va tous vous liquider, toi et Rapacki... Rapacki a

fait une blague et il est mort tout seul... (rire)... et Zambrowski et Morawski... N'oubliez pas ».

Q. : Morawski était-il le premier après vous ?

R. : Mais bien après. D'abord il liquida « Poprostu ». Et avant il y avait eu le Congrès où Morawski parla de la déviation droitiste-nationaliste qui n'existait pas. Et on vota cette résolution qui annulait les déviations. Ce n'était pas pour des raisons politiques que Gomulka mit Morawski à la porte. C'était un malin incroyable. Pour Morawski il a sorti les affaires de mœurs en disant qu'il avait violé la femme de Loga-Sowinski. Il a dit : il n'y aura pas de bordel au Bureau Politique, malgré que tout le monde savait que Morawski n'avait rien volé à personne. C'était une vieille affaire. Ils se connaissaient avant qu'elle fasse la connaissance de Loga-Sowinski. L'histoire avait déjà plusieurs années.

Q. : Comment le KW a pris votre démission ou plus exactement la perte de votre poste ?

R. : Ils ont protesté et élu un nouveau secrétaire — Witold Jaro — Sinski.

Q. : Alors, qu'avez-vous fait ?

R. : On me dirigea vers le poste de président du PAP (Agence de Presse Polonaise). Je suis resté un an à ce poste. Ensuite on m'a démis de mes fonctions en me reprochant de vouloir organiser une internationale révisionniste. C'était à la veille de mon départ pour Belgrade où je devais signer des accords. A la réunion faite à la hâte, Gomulka dit que j'allais à Belgrade pour constituer l'internationale révisionniste titiste.

Q. : Et d'où avait-il ces données ?

R. : Je ne sais pas. Il n'y avait pas de prémisses. Mais j'avais pas mal d'amis yougoslaves. J'en connaissais deux encore de l'époque de mon séjour à Moscou. Les Yougoslaves nous aidaient beaucoup en 1956. Et je me suis adressé à eux et aux Chinois au moment du danger de l'intervention soviétique. Je demandai aux ambassades de ces pays d'intervenir politiquement, qu'ils disent qu'ils ne sont pas d'accord et qu'ils protestent. Et ils protestèrent. La protestation yougoslave, un an après que l'Union Soviétique s'engage dans des relations avec eux, c'était important. Tout simplement, ils nous ont aidés.

Q. : Ne pensez-vous pas que non seulement l'aversion que Gomulka avait pour vous mais aussi les facteurs extérieurs ont joué leur rôle ?

R. : Je pense que oui.

Q. : Ne vous semble-t-il pas que certains actes de Gomulka prouvent qu'il n'était pas

si prosoviétique que cela, que la souveraineté du pays était pour lui une chose réelle ? Le fait qu'il s'était opposé à l'installation du siège du Kominform à Varsovie peut le prouver.

R. : Gomulka comme Don Quichotte de la souveraineté polonaise ! C'est encore une des légendes qu'on très peu de preuves dans l'activité de Gomulka. Ce qu'il faisait depuis son retour au pouvoir n'avait rien à voir avec la défense de la souveraineté de la Pologne. L'invasion de la Tchécoslovaquie avait-elle quelque chose à voir avec les intérêts de la souveraineté de la Pologne ?

Q. : Comment aviez-vous ressenti le discours de Gomulka aux syndicats qui a eu lieu probablement en juin 1967, quand il a parlé de la 5^e colonne. C'était après les 6 jours de guerre israélo-arabe. Pendant cette guerre, la presse était pleine d'articles enthousiastes pour l'activité d'Israël. Ensuite la vapeur a été renversée et enfin Gomulka a parlé et, avec son discours, il s'est mis la corde au cou.

R. : Si je savais. Même aujourd'hui, il ne dirait pas autre chose. C'est encore une autre légende qui circule autour de la personne de Gomulka, qu'on l'a poussé, qu'on l'a provoqué...

Mais le fait que soudainement nous cessâmes d'aimer les Juifs et que nous tombâmes amoureux des Arabes arriva sur ordre de Moscou. L'ordre de rompre les relations est arrivé, Moscou est entièrement du côté de l'Égypte et des Arabes, alors nous avons rompu. Tout de suite après les problèmes ont commencé pour ceux qui avaient montré d'une manière quelconque de la sympathie pour Israël. La presse a pris le ton non seulement anti-israélite mais aussi antisémite. Y prenaient part des gens d'origine juive tels que Szymanski ou Arski. Zygmunt Szymanski était l'homme qui avait comparé Dajan à Hitler.

Q. : Comment jugez-vous le mois de mars ?

R. : Le début de la vague antisémite remonte à une période d'avant-mars. Entre 1967-1968, la campagne antisémite était déjà en place. Le mars avait deux courants qui s'unissaient : le courant antisémite et anti-intellectuel combiné avec anti-jeunes. Mais ils s'unissaient principalement dans le courant antisémite. On vidait les juifs de leurs postes. On essayait de les faire compromettre dans des affaires économiques et d'autres. C'est de cette manière qu'on a essayé de liquider Bromberg qui était le directeur de PWN. Et pourtant c'était aussi un vieux communiste, qui était à l'armée. Mais c'était Bromberg. Aujourd'hui, son nom n'est une gêne pour

personne car il est un des plus grands éditeurs en Suède. Il dirige cette édition avec sa fille qui a passé son bac ici en 1968... Gomulka pour cette sorte d'affaires adoptait une attitude positive.

Q. : Pensez-vous qu'il était informé de tout ce qui se passait ?

R. : Bien sûr qu'on peut nous raconter qu'il était mal informé mais, politiquement, c'était prévu.

Q. : Mais « spiritus movens » de mars, c'était plutôt Moczar ?

R. : Dans le sens que celui qui faisait cela, bien sûr que oui. Mais Gomulka un jour a dit à Rakowski au cours d'une conversation — je pense que Rakowski ne va pas le nier : « ils essaient de me brouiller avec Moczar mais tous les deux nous sommes comme cela » et il montra les deux doigts l'un à côté de l'autre.

Le juif et l'intellectuel étaient mis au mur quand la situation économique était de plus en plus mauvaise. Il me semble que là il n'y a rien de nouveau. Staline le faisait chez lui quand son plan sexennal se cassait la gueule. Les forces guidées de Grunwald uni font aujourd'hui la même chose. Quand cela va mal, alors le juif et l'intellectuel servent de bouc émissaire à la société prise d'hystérie. Mais je ne veux pas faire d'affront à la société, élevée dans un régime totalitaire, elle ne peut réagir autrement.

En plus, je pense que le pouvoir, qui puise ses modèles du passé noir de tous les régimes, n'a pas besoin de juifs en tant qu'une personne physique. Ce dont il a besoin c'est d'un concept. Bien sûr, c'est mieux de les avoir mais quand on les a jetés dehors... tant pis on peut se passer d'eux. On, c'est-à-dire le pouvoir en drainant dans la nation l'idée qu'un juif égale l'ennemi, mais n'a pas compté avec le fait que cela peut lui revenir comme un ricochet : le gouvernement = le juif.

Q. : C'était d'autant plus facile que, quelque part dans la société, fonctionnent les données que 80 % de « service de sécurité » d'après guerre étaient des juifs. Le pourcentage était-il aussi élevé ? Si oui, était-ce une politique consciente de la part de Staline. Pourtant chez lui c'était le contraire. Ne voulait-il pas tout simplement faire naître l'antagonisme au sein de la société, justement en suscitant des réactions antisémites ?

R. : Non, ce n'était pas de la part de Staline une démarche avec un but précis. Il n'y a pas de données pour prouver cela.

Q. : Je le pense moi aussi, mais pourtant le regard en arrière fait venir des associations d'idées. Il est connu que la société, en apprenant que 80 % de « sécurité » sont des juifs,

elle ne va pas les aimer. Et ce qu'on peut faire avec un peu de savoir faire et un manque de pensée politique, est garanti par le système.

R. : Premièrement, il n'est pas vrai que 80 % de « sécurité » étaient des juifs. Deuxièmement, un grand nombre de juifs dans la « sécurité » n'étaient pas l'expression de la politique perfide de Staline. C'était d'une certaine manière lié avec les réalités de ces premières années. Au moment de la création de ces formations qu'on a appelées ensuite la « sécurité », on prenait là où il y en avait, c'est-à-dire au parti.

Q. : D'abord, ceux qui venaient de l'Est, car les indigènes et les Espagnols n'étaient pas aimés ?

R. : Ils se trouvaient seulement à l'Est. Des communistes non juifs qui jouissaient d'une entière confiance, il y en avait très peu. Je vous demande de ne pas croire s'ils vous parlent des dizaines de milliers de PPR, ALI. C'est une sottise. Une parti d'AL (armée populaire) est rentrée à la « sécurité » GL et la résistance AL a pris tous les postes dans les districts. Szlachcic, Moczar, certains Milewski sont sortis de là. On recrutait aussi dans les bataillons d'assaut. C'était un service gendarme-policier dans l'armée. Beaucoup de juifs se sont retrouvés là car c'étaient en général des membres du parti et en grande partie des membres du parti communiste de l'Ukraine Occidentale et de Bielorussie Occidentale. C'étaient des partis dont l'état numérique était assez peu entamé car, au début de la guerre, une grande partie est allée à l'Est. Une autre partie d'entre eux est restée dans le pays et entrée au PPS et AL.

Au point de vue des nationalités, c'étaient des partis mixtes. Il y avait des Bielorusses, des juifs, et quelques Polonais comme Putrament ou Jedrychowski... mais en majorité, c'étaient des juifs de villes ou villages. Eh bien, les Bielorusses en Bielorussie et les Ukrainiens en Ukraine sont entrés à l'appareil d'Etat et dans la Police. Les juifs étaient éliminés de ces postes car les Soviétiques n'engageaient pas de juifs dans le NKWD. Ainsi les communistes juifs étaient des gens de confiance d'où ce pourcentage élevé de leur participation dans l'appareil de Sécurité.

Pourtant, je pense que 80 % de « Sécurité » étaient justement des non-juifs. Je me rappelle qu'au ministère ils étaient nombreux... mais ce n'était pas la majorité. Peut-être moitié-moitié. Je pense à la direction du ministère, aux directeurs des départements. Il y avait Rozanski, Fejgin, Luna Brystygiar, Nietkowki... Qui encore ? Le colonel Humer de Jozka Rozanskiiego.

Mais il avait avec lui une dizaine de non-juifs, par exemple Duda qui fut ensuite en prison avec lui. C'étaient des sadiques, des dégénérés. Ils se sont distingués par leur cruauté. Tous ces Grunwald ont pourtant accès aux documents de «sécurité» et peuvent présenter les vraies données.

Q. : Mais il ne s'agit pas de la vérité mais des émotions et du détournement d'attention, ce que nous avons déjà établi. Aviez-vous déjà eu connaissance d'une thèse d'après laquelle Harzec était une vengeance des enfants des anciens communistes juifs lésés ?

R. : La participation des juifs dans le groupe d'initiative était semblable à leur participation dans la «sécurité». On peut donc établir une analogie et en tirer une conclusion voulue. En revenant encore aux événements de mars et à la jeunesse qui, déjà vers 1963, commença à sortir de cette impasse du mois d'octobre. Et le milieu des intellectuels et des gens de lettre se consolida également. Dans le milieu de la jeunesse, Modzelewski, Kuron, Michnik ont joué un grand rôle. Des gens avant tout liés à l'Université de Varsovie. Mais j'étais opposé au meeting à l'université. Je pensais qu'il était trop tôt, qu'il fallait encore travailler, prendre des contacts avec d'autres écoles et avec le milieu ouvrier. J'affirmais, malgré toute ma sympathie, que le groupe était trop étroit, et qu'il courait le danger de se faire pacifier assez facilement. Et c'est un fait que Moczar, la «sécurité» et le parti profitèrent de leur sortie à l'extérieur. Et comme cela coïncida avec la vague d'antisémitisme, ils frappèrent fort. Il y a eu une seule grande vague : cela se termina par l'émigration de quelques milliers de juifs. Une masse de gens de valeur, intellectuellement actifs du point de vue de la société et de l'Etat. Parmi eux des chercheurs. La Pologne n'a rien gagné dans cette affaire, ni aux yeux de l'opinion mondiale ni chez elle, car ces gens manquèrent, tout simplement. On a créé une atmosphère qui empoisonne encore aujourd'hui. Les graines semées dans ce temps-là poussent toujours d'une manière ou d'une autre. Cela se réveille de façon très douloureuse et navrante. Et je considère cela comme l'une des principales faiblesses de tout le renouveau après août, de toute la renaissance polonaise, que ce mouvement jusqu'à présent ne proclame pas la lutte contre le chauvinisme, la xénophobie et l'intolérance.

Q. : Et par moments tout le contraire.

R. : Malheureusement, cela s'infiltrait aussi dans le mouvement «Solidarność».

Q. : Qui vous a exclu du parti après 1968 ?

R. : Moi-même. J'ai dit tout simplement

merci, je n'ai rien en commun avec ce parti.

Q. : Et ils ont accepté.

R. : Non seulement ils ont accepté mais m'ont mis à la porte en plus. Car le parti ne tolérerait pas que quelqu'un puisse le quitter. Il y a un principe : si quelqu'un veut quitter le parti, alors il convient de l'exclure.

Q. : Quelle date ou quel événement prenez-vous pour le début de votre opposition envers le parti au pouvoir ?

R. : Je considère l'année 1954 comme le début de mon opposition envers la politique actuelle du parti. Ma sortie critique au congrès... Puis il y avait d'autres prises de positions. Elles ont constitué le début de ma propre ligne conséquente d'évolution.

Q. : Une ligne qui vous a conduit dans les cercles d'opposition.

R. : Je suis un cercle pour moi. Vraiment.

Q. : Mais avec qui préférez-vous prendre contact ?

R. : Avec des gens avec qui je trouve un langage commun ! avec lesquels j'ai en commun certaines opinions.

Q. : L'évolution d'un homme pensant dans le communisme devait-elle être telle que la vôtre ?

R. : L'évolution d'un homme réfléchi et voulant agir honnêtement oui. Je pense que oui.

Q. : Vous avez milité avant et après la guerre de Silésie. Avant la guerre, le Bassin Minier Rouge donnait naissance au mouvement communiste, comme d'ailleurs Lodz, etc. Les racines du mouvement communiste se trouvaient là. Aujourd'hui, ce sont les bastions de «Solidarność». Les ouvriers se révoltent contre le pouvoir communiste pour lequel leurs ancêtres versaient leur sang, étaient emprisonnés dans les forteresses, dans les camps, etc. D'ailleurs vous aussi. Est-ce une version apocalyptique du processus social ?

R. : Oui. Là où se trouvaient les bastions du mouvement ouvrier polonais, c'est là où les ouvriers se sont retournés contre le pouvoir... Pour le pouvoir, cela devrait être une gifle. Mais cela leur est complètement égal.

Q. : Peut-être ne connaissent-ils pas l'histoire du mouvement ouvrier ?

R. : Cela signifie la fin de tout. Point à la ligne. Voilà les centres sur lesquels le mouvement communiste pouvait compter et maintenant ceux-là mêmes sont les plus hostiles au pouvoir. Il est clair que les plus hostiles sont les centres où les communistes avaient de l'influence. C'était leurs points d'appui.

Q. : Mais le communisme qui en est sorti, c'est n'importe quoi.

R. : C'est de cela que je parle, pour que cela

leur donne au moins à penser. Mais, d'un côté, ils ne trouvent même pas leur histoire et de l'autre côté cela ne les intéresse même pas. Ils ne comprennent rien à rien. Sinon, ils auraient demandé : comment cela, les ouvriers se lèvent contre ce pouvoir ? Cela ne les regarde pas. Ils injurient «Solidarność». Qui injurient-ils ? Que veut dire : les extrémistes de «Solidarność» ? Mais c'est cela la classe ouvrière.

Q. : Il me semble qu'on peut seulement le voir quand on s'éloigne du communisme. Vous le voyez, parce que vous êtes parti.

R. : Je suis parti. Si on se met d'accord avec le point de vue que le communisme c'est le communisme réel. Alors oui... Il n'y en a pas d'autre. Le communisme c'est le communisme réel, comme le disent Olszowski et les autres. Alors je n'ai rien en commun avec cela. Vraiment rien.

Q. : A part qu'avant vous plantiez ce petit arbre avec beaucoup de dévouement.

R. : J'ai rompu très radicalement. Peut-être complètement.

Q. : Quelle mauvaise mère dont le rejeton s'avère, dans sa troisième année d'existence, borgne et en plus qui louche. C'est très mal, très mal, alors pour vous punir, vous ne recevrez pas de passeport... Ne vous fâchez pas... C'est un entracte. Vous connaissez la mère parti. Pouvez-vous prédire une longue vie à «Solidarność» ?

R. : Je ne comprends pas de quoi «Solidarność» a peur en ayant raison. En étant sûr que tout parle en sa faveur, qu'il représente la société et qu'il a raison dans toutes les affaires. Pourquoi ont-ils peur du contact avec les membres du parti ?

Q. : Après avoir lu votre histoire, l'histoire d'un membre du parti communiste, ils vont avoir encore plus peur. Ne croyez-vous pas ?

R. : Non, je ne pense pas. Cette peur ne peut être expliquée que par la version policière du développement du processus historique : il y a toujours quelqu'un derrière quelqu'un. On cherche partout des antennes. Elles ne se trouvent forcément pas parmi les membres du parti. «Solidarność» devra chercher le contact avec les membres du parti, il y a certainement beaucoup de gens honnêtes. Même parmi ceux qui y sont actuellement et qui ne l'ont pas quitté au cours de cette dernière année et demie. Il y en a parmi eux beaucoup qui ont des illusions. Ils ne voient pas d'une manière claire. Il faut arriver vers eux, les convaincre. Car «Solidarność» est fort et a des arguments. «Solidarność» est en mesure de convaincre même si du côté du parti émane une offensive armée et idéologi-

que. Et pourtant «Solidarność» a peur...

Q. : Les raisons d'avoir peur ne sont pas petites. Combien de fois nous nous sommes renouvelés. Peut-être pas à un tel degré. Mais vous n'avez pas répondu à la question : combien de temps vivra «Solidarność» ?

R. : Je suis optimiste.

Q. : Je vous félicite qu'après un tel rouleau compresseur communiste sur place et dans le pays voisin vous soyez capable de l'être. Sous quel signe êtes-vous né ?

R. : En novembre.

Q. : C'est le scorpion. Je vais vérifier si, d'après les astres, c'est un trait naturel de votre caractère.

Maria Paluch



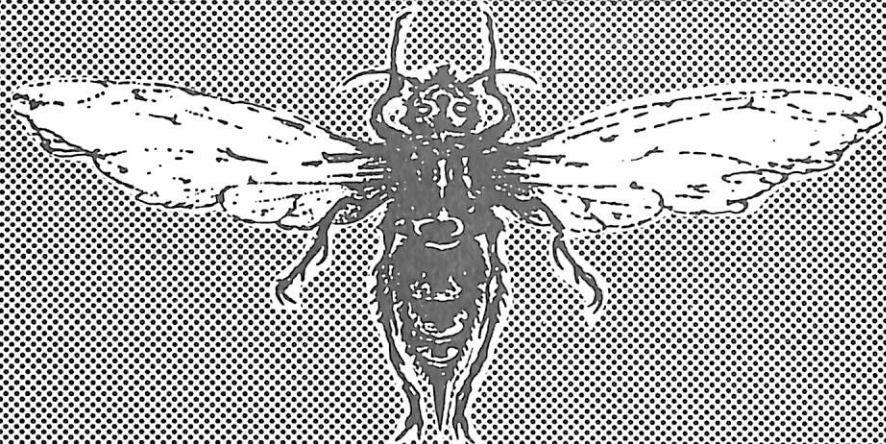


Plate-forme provisoire du PSPP

1. *La liberté du pays.*
2. *La destruction du monopole du POUP, qui ne représente pas les intérêts de la classe ouvrière, mais est soumis servilement au PCUS.*
3. *L'évacuation de l'armée du Kremlin du territoire polonais.*
4. *La dissolution des forces répressives de la milice - MSW - dépendant du ministère de l'Intérieur, qui ont pour modèle les formations hitlériennes SS et staliniennes du KGB.*
5. *Les syndicats indépendants soumis à aucun parti politique, ni à aucune autorité administrative ou gouvernementale.*
6. *Le droit de grève (garanti par la Constitution).*
7. *La garantie des libertés individuelles, de la liberté de réunion et de rassemblement (garanti par la Constitution).*
8. *Liberté de la presse, de la radio, de la TV. La suppression de la censure, ce qui concerne aussi toutes les publications des gens de lettres et écrivains.*
9. *La constitution des conseils ouvriers dans toutes les entreprises, qui auront une voix décisive dans les affaires sociales et économiques.*
10. *Le changement de la procédure des élections au Parlement. Le Parlement d'aujourd'hui est une parodie, car les députés acclament seulement les décisions du comité central du POUP.*
11. *La garantie constitutionnel que l'armée polonaise et les formations armées de la milice civile MO n'interviennent pas contre les manifestations et contre les ouvriers en grève.*
12. *L'annulation des accords avec l'URSS, traités nuisibles à la Pologne (entre autres), les traités de Yalta, Téhéran et Potsdam.*